

CAHIERS DE DISCUSSION  
POUR LE SOCIALISME DE CONSEILS

CAHIERS DE DISCUSSION  
POUR LE  
SOCIALISME DE CONSEILS

---

Cahier n° 8

avril 1968

Avant-propos . . . . .	I
Réflexions préliminaires sur la guerre du Vietnam . .	III
Thèmes de discussion (Réunion de Taverny) . . . . .	1
Sur la réforme agraire . . . . .	8
Correspondance . . . . .	9
Réflexions sur une critique . . . . .	22
A propos des collectivisations . . . . .	24
Note sur la révolution et l'art . . . . .	29
Note de lecture : Essai sur la révolution de Hannah Arendt . . . . .	35

---

Ce numéro nous coûte 3 Frs.

Correspondance : Front Noir. B.P. n° 9. Paris 12ème.  
C.C.P. L. Janover. 2980-03 - Paris.

Librairies dépositaires :

La Nef de Paris- 29 rue des Boulangers-  
Paris 5ème.

La Vieille taupe - 1 rue des Fossés St  
Jacques. Paris 5ème.

---

---

ERRATA :

- p. 2 - ligne 27 - lire : d'une industrialisation accélérée  
prétendument accomplie.
- p. 3 - ligne 12 - lire : même conditionnel de ces mouvements.  
ligne 15 - lire : et les paysans sont intégrés.
- p. 7 - ligne 21 - lire : bien que le nom sous lequel ce mou-  
vement soit.
- ligne 26 - lire : drapeau ou une panacée sociale.
- p. 11- ligne 39 - lire : la guerre est indispensable.  
ligne 43 - lire : contre leurs alliés d'hier;
- p. 12- ligne 14 - lire Nord-Vietnam au lieu de Vietminh.
- p. 13- ligne 16 - " " " "
- p. 16- ligne 30 - lire Nord-Vietnamiens au lieu de Vietminhs.
- p. 17- ligne 4 - lire : que peu de temps libre.
- p. 29- ligne 8 - lire : c'est de l'abondance que dépendrait.
- p. 30- ligne 35 - lire : S'il est possible de dégager cer-  
tains traits.
- p. 33- ligne 49 - lire : ni modifier arbitrairement.
- p. 35- Essai sur la révolution de Hannah Arendt  
(Gallimard. Les Essais. 1967.)
- p. 10- Ajouter après la ligne 23. : Tract diffusé par Inde-  
pendant Socialist.
-

## A V A N T - P R O P O S

---

Si le lavage des cerveaux est de tous les temps, celui de l'époque est porté à la n-ième puissance. Le transistor aidant, du bidonville au logement H.L.M., de la jungle au taudis ouvrier, l'escroquerie langagière malaxe les consciences. Mais si le conditionnement idéologique est resté le même pour le fond, son étalement dans l'espace s'est accompagné d'une relève de personnel. Naguère l'apanage des idéologues bourgeois qui avaient du moins le mérite de ne pas poser au révolutionnaire, la mystification est désormais le propre quasi exclusif d'une "gauche" qui se réclame du socialisme comme Torquemada en appelait à Dieu. Point de régime féodal qui ne se proclame "progressiste", point de régime policier qui ne se donne pour "démocratique", et point de Sartre du jour qui ne s'en fasse le thuriféraire enthousiaste. De l'Albanie à la Zambie, la surenchère au "socialisme" recouvre un processus d'accumulation primitive avec son cortège d'exploitation esclavagiste qui ne le cède en rien à la barbarie capitaliste de la manufacture, et jamais dans les "pays frères" on n'a si efficacement bâillonné les masses que depuis leur "libération".

Quand, la seule Chine exceptée, on ne voit aucun pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (et cela vaut à divers degrés aussi bien pour l'Europe et l'Australie) qui ne soit, au sens romain du mot, client de l'U.R.S.S., des Etats-Unis, ou des deux à la fois, il n'est question dans tout le tiers-monde que de libération et d'indépendance nationales diversement assorties de slogans "révolutionnaires". Or il n'est pas d'exemple que l'accession à l'autonomie juridique d'un pays sous-développé n'entraîne la mise en tutelle des masses et leur embrigadement forcé dans un appareil de production embryonnaire. Quel que soit le cas d'espèce, de l'Algérie à la Corée du Nord, de Cuba au Soudan, il s'agit exclusivement de passer de la bêche au tracteur, de la noria au barrage. La "libération" a d'autant moins à y voir que ce projet exige une surexploitation du travail d'autant plus intensive qu'elle s'exerce en milieu précapitaliste. Erigés en bureaucraties à la fois omnipotentes et éphémères, à la merci de coups d'Etat endémiques dus aux tensions qui y prévalent, ces régimes ne réussissent à jeter les bases de l'accumulation primitive qu'à force d'un abrutissement dont la "gauche" d'obédience russe ou chinoise leur fournit les armes idéologiques : un derrick planté dans la brousse, une cueillette un peu abondante de noix de coco, seront promus au rang de victoire "progressiste" sinon carrément "révolutionnaire".

Le capitalisme étant partout le même en son essence nous posons que ces "victoires" débouchent sur la défaite, que ces "progressismes" masquent la surexploitation du travail, que ces "libérations" sacralisent l'esclavage des masses. L'accumulation primitive, pour être le fait les pays afro-asiatiques, n'échappe pas pour autant aux séquelles de la barbarie capitaliste. Mais le zèle mystificateur de la "gauche" ne se contente pas d'hypostasier le devenir socia-

liste à l'accroissement de l'exploitation. Au fétichisme stakhanoviste, la "gauche" a inventé d'adjoindre le messianisme de l'épiderme : le salut viendra par l'homme de couleur enfin prolétarisé. Sortes de racistes à rebours, les avocats de l'industrialisation du tiers monde voudraient nous persuader que là où deux siècles de capitalisme n'ont pas suffi à radicaliser les travailleurs blancs, sa généralisation aux travailleurs jaunes et noirs en sonnerait le glas. Sacrifiant au mythe selon lequel le socialisme reçoit son préalable nécessaire dans la prolifération du capital industriel, ils n'ont de cesse qu'ils ne s'en fassent les défenseurs vociférants. Mais si l'événement socialiste doit trouver ses assises dans la mondialisation du capitalisme industriel; si cependant celui-ci n'a fait que consolider son emprise sur les exploités; si néanmoins il irait à sa perte certaine par le détour du tiers monde - c'est donc bien que son implantation parmi les peuples extra-européens y lèverait une conscience révolutionnaire qui semble jusqu'ici avoir fait défaut (s'agirait-il d'une tare raciale ?) aux prolétaires à la peau blanche. L'aberrante équation de Lénine : le socialisme c'est les soviets plus l'électrification, se lit désormais : le socialisme c'est la peau de couleur plus l'industrialisation.

Il n'y a pas de régime dit de "libération nationale" qui ne soit oppressif. Partout dans les "pays frères" c'est le parti unique, le syndicat unique, la presse unique, le travail obligatoire, les geôles, la torture, les exécutions clandestines. La "liberté" y est toujours le privilège d'une bureaucratie mâtinée de colonels, jamais celui des masses. La masse n'y a d'autre privilège que celui de se faire tuer en temps de guerre "libératrice", d'endosser la camisole de force de l'accumulation primitive sitôt tue la sonnerie de la "victoire". C'est là une règle qui ne souffre pas d'exception. Quand bien même tout un peuple ferait cause avec la guerre nationale, quand cette guerre il la ferait sienne sans qu'on l'y pousse la baïonnette dans le dos, comme la "gauche" nous dit un peu vite que c'est le cas des nord-vietnamiens, nous y verrions la preuve non pas de la maturation mais de l'avilissement de la conscience de classe. Alors que l'adhésion à la guerre patriotique marque la plus profonde misère idéologique où puissent atteindre les travailleurs occidentaux, en quoi cette même adhésion marquerait-elle le plus haut point de l'autodétermination révolutionnaire chez les travailleurs orientaux ?

Si les masses dans les pays sous-développés possédaient une voix qui leur fût propre, aucun des régimes que l'on sait n'y aurait pris le pouvoir. Tous sont la création et la créature de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis. Pour ce qui est des paysans vietnamiens, ils périssent à la tâche et sous la bombe à l'égal de tous ceux - blancs, noirs, jaunes - que le capitalisme conditionne pour la mort moutonnaire. De ce conditionnement, la "gauche" est le maître appui. En épingleant le calvaire du tiers monde en exemple de lutte révolutionnaire pour l'édification du socialisme, la "gauche" a bien mérité du capital.

J. 1er mai 1968.

Réflexions préliminaires sur la guerre au Vietnam.  
-----

Depuis l'offensive du Têt, l'agitation mystificatrice de la propagande n'a cessé de s'intensifier. A quelque dix mille kilomètres d'ici, le jeu de massacre continue et journaux et télévision du monde entier se repaissent quotidiennement des images à sensation d'un insupportable carnage devenu pourtant habituel. Une intoxication à double sens aide à mourir ou à voir mourir lorsque l'enlèvement quotidien n'a pas tout à fait endormi la sensibilité.

De jeunes Américains vont pourrir dans les rizières et sur les collines du Vietnam sous les roquettes russes ou chinoises pour défendre le "monde libre" du dollar et des bases militaires du Pacifique; de jeunes Vietnamiens sont envoyés à la boucherie bon gré mal gré dans un camp ou dans l'autre pour l' "indépendance nationale", la "libération nationale", le "socialisme", etc. Un jour, le massacre s'arrêtera de par la volonté de "paix" des maîtres des Etats, les survivants reprendront le chemin des usines, des bureaux et des fermes d'Amérique; les gueules cassées, les sans bras, les sans jambes, traîneront leur reste d'existence décorée. Là-bas, les "héros de la résistance", paysans et ouvriers du Vietnam, retourneront dans les rizières ou seront jetés dans les usines de la nouvelle industrialisation; ils auront bientôt perdu ce qu'ils ont pu avoir d'illusions. Ni le régime capitaliste à l'américaine ni le capitalisme d'Etat de Ho Chi Minh ne mettra fin à leur situation d'exploités soumis à une dictature policière et si les bourgeois et les propriétaires fonciers sont chassés, c'est la bureaucratie qui perpétuera l'exploitation, avec davantage d'efficacité.

La guerre du Vietnam fait partie de la guerre permanente qui, dans la société actuelle, met aux prises deux blocs capitalistes; aujourd'hui comme hier, la domination du monde est l'enjeu de cette lutte et, quant à son fond, elle ne diffère pas des guerres de 14-18 et de 39-45. Ce qui en voile l'aspect fondamental, c'est qu'elle absorbe et utilise la révolte paysanne anti-impérialiste qui a surgi au Vietnam comme dans d'autres points d'effondrement de la structure coloniale à l'issue de la dernière guerre mondiale. Ces "guerres de paysans" ont porté au pouvoir, avec l'assentiment direct ou indirect des grandes puissances, des partis - nationalistes bourgeois ou communistes - qui se sont érigés en bureaucratie dominante, transformant les révoltés de la terre en troupes hiérarchisées dont le combat profite, en fin de compte, à l'un ou l'autre bloc. Ainsi, en l'absence d'un affrontement direct, les guerres dites de libération nationale permettent à ces deux puissances rivales de mesurer leur force dans le cadre de la guerre froide, la constitution de nouveaux Etats nationaux ne signifiant qu'un changement dans la forme d'exploitation.

Menant une politique de coexistence avec les Russes et leurs satellites, les Américains acceptent tacitement que ceux-ci neutralisent l'influence des Chinois en faisant

parvenir, à doses calculées, des armes à Ho Chi Minh et au F.N.L. (1) et les Russes n'ont rien à craindre de la prolongation d'une guerre qui saigne l'Amérique de façon continue. La Chine, puissance en puissance, trouve également son compte dans ce charnier : point de fixation des charognards, il lui laisse le temps de mettre au point son armement atomique et de se préparer à entrer dans la mêlée du Sud-Est asiatique.

Pour ce qui est de la classe ouvrière, son existence n'étant pas directement menacée, elle demeure indifférente à la volonté destructrice de ses maîtres. Il est tragique mais non dépourvu d'enseignement de se rappeler que durant les deux dernières guerres mondiales le monde ouvrier, comme les autres, a, dans sa majorité, marché dans chaque camp derrière le drapeau de ses propres exploités en dépit de la lutte héroïque d'une poignée d'ouvriers et d'intellectuels révolutionnaires.

Aux Etats-Unis, le mouvement anti-guerre des étudiants, des intellectuels et des hippies, pour intéressant qu'il soit, est impuissant dans son opposition active, en l'absence de réactions ouvrières; quant aux syndicats américains, ils sont les complices de la politique de Johnson.

Ici, les intellectuels participent à la mystification du camp dit communiste. Ce n'est pas la guerre en elle-même que les Sartre-Russel condamnent quand ils plagient le tribunal de Nuremberg pour dénoncer l'"agression" et les "crimes de guerre" américains : se refusant à s'interroger sur le contenu social d'un conflit qui n'a rien de libérateur pour les ouvriers et les paysans, et qui ne peut aboutir qu'à un simple changement de maîtres, ils adoptent le jargon juridique en vogue depuis la dernière guerre et lui donnent un nouveau poids au lieu de le dénoncer comme un mensonge. Nous ne voyons que des dupes dans les esclaves envoyés à la mort et victimes de la barbarie des deux camps; quel sens ont pour eux les mots "agression" et "crimes de guerre" quand la paix et la guerre sont décidées par leurs maîtres au-delà de leur volonté. Faut-il penser que ces messieurs, qui appellent les autres à la résistance jusqu'à l'extermination totale, seraient satisfaits si la guerre se faisait avec des baïonnettes et des mousquetons au lieu de napalm, des bombes à billes et des gaz, si les nappes de bombes des B 52 ne touchaient que les combattants au lieu de raser les villages et de déchiqueter les femmes et les enfants ?

Chacun est sensible à l'image répandue par la propagande de gauche orchestrée par les staliniens : le Nord sous les traits de David terrassant Goliath; chacun est révolté par les destructions, chacun compatit aux souffrances d'une population atrocement éprouvée depuis 28 ans; et chacun d'applaudir naïvement l'héroïsme des combattants sans se rendre compte que l'héroïsme guerrier peut recouvrir tous les esclavages, servir tous les desseins et appartenir à tous les despotismes. De là une tendance générale à penser que la victoire de Ho Chi Minh et du F.N.L. sur l'Amérique ramènerait une paix "équitable" dans le monde. Devant le senti-

V

ment populaire, le P.C. n'est pas demeuré en reste, surtout après les derniers événements; Waldeck Rochet à Hanoi ne s'est pas écarté de la ligne russe, ce qui ne va pas sans servir la politique de De Gaulle.

Pour arrêter cette tuerie et rendre impossible de nouveaux génocides, la seule voie réellement efficace c'est une prise de conscience des ouvriers du monde. La lutte contre la guerre doit venir des ouvriers des Etats-Unis, des ouvriers et des paysans du Vietnam et faire partie intégrante de la lutte émancipatrice contre le capital, qu'il soit "démocratique" ou "communiste". Il est triste de constater qu'une telle perspective ne se dessine pas mais rien ne doit nous empêcher de lutter contre la mystification qui tend à voiler le vrai visage de cette guerre dont les victimes sont toujours les ouvriers et les paysans.

V.

avril 1968.

- 
- 1) Rappelons qu'à la menace récente des Américains d'employer des armes atomiques tactiques à Ke-Sanh, les Russes ont répondu en promettant la fourniture éventuelle d'armes équivalentes.

THEMES DE DISCUSSION PROPOSES

Jusqu'à présent, la stratégie du mouvement ouvrier organisé a été déterminée par une vision de l'évolution historique -une philosophie de l'histoire- qui assignait à la classe ouvrière une fin ou une mission et rejetait toujours à l'avenir son émancipation. L'histoire commandait, à tel ou tel stade de son développement, une attitude de soutien ou d'attente du prolétariat : hier, soutien de la bourgeoisie pour la conquête de la démocratie et l'unification nationale, aujourd'hui, soutien de la bureaucratie des pays sous-développés au nom de l'industrialisation, de la lutte contre l'impérialisme des Etats-Unis ou même des intérêts du socialisme. La situation sociale actuelle rend de plus en plus hypothétique l'évaluation des progrès qu'apporte un régime d'exploitation par rapport à un autre et les prévisions pseudo-scientifiques sur les prémices matérielles du socialisme. Aussi, pensons-nous qu'il convient, pour définir notre attitude, de nous préoccuper avant tout du statut humain qui résulte, pour la classe ouvrière ou les paysans, de l'instauration de tel ou tel "nouveau" système d'exploitation dit progressif en regard du capitalisme occidental.

C'est pourquoi, dans le cadre des sujets prévus dans l'ordre du jour, nous proposons de centrer la discussion sur les points suivants :

1° - Rapport entre les guerres de libération nationale et l'état de conflit permanent dans lequel se trouve la société moderne.

2° - L'impérialisme américain moderne. Comment définir la nature des visées expansionnistes de l'Etat Russe, la pression économique et militaire qu'il fait peser sur les démocraties populaires, sa politique d' "aide" aux pays dits sous-développés ?

3° - Notre conception de l'auto-émancipation de la classe ouvrière et de la lutte autonome des exploités -paysans et ouvriers- contre leurs exploités, nous permet-elle de dégager une attitude théorique et pratique commune sur les luttes ouvrières et paysannes a) dans les pays dits économiquement développés, b) dans les pays semi-coloniaux ou coloniaux soumis à l'un ou l'autre bloc, c) dans les pays révoltés contre la domination de l'un ou l'autre bloc ?

Le texte qui suit a pour seule ambition de faciliter une discussion sur certains de ces thèmes.

---

I

Depuis 1945, le mouvement anticolonialiste, qui s'est déroulé au nom de l'indépendance nationale, a abouti à la création de nouveaux Etats nationaux ; sous sa forme la plus radicale, la révolte des masses paysannes a été dirigée par les P.C. ou des appareils militarisés qui sont devenus l'armature des régimes du capitalisme d'Etat. Aussi, l'un des principaux arguments a-t-il consisté à assimiler leurs conquêtes à celles des révolutions démocratiques bourgeoises fondées sur la réforme agraire. Leur rôle serait progressif, en regard de l'occupation coloniale ou de la domination économique américaine, car ils tireraient le pays de sa stagnation économique séculaire entretenue par les régimes coloniaux ou semi-coloniaux, industrialisant et créant un prolétariat moderne et de ce fait les prémices de la révolution socialiste. Enfin, et c'est là le plus important, ils mèneraient à terme la réforme agraire, réalisant ainsi le voeu de millions de paysans. Il semble pourtant établi qu'à la suite de la prise du pouvoir, la révolution paysanne et la réforme agraire ne restent pas longtemps les supports du pouvoir politique des nouveaux maîtres. Imbus de l'esprit occidental et le plus souvent éduqués à l'étranger sous la férule des bureaucraties ouvrières soumises à Moscou, les membres de la "nouvelle classe dirigeante" sont acquis à l'idéologie stalinienne, à ses buts et à ses méthodes. Si, dans un premier cas, nous voyons la bourgeoisie autochtone, soutenue par l'impérialisme occidental, établir un régime qui lui est économiquement et culturellement tributaire, dans l'autre cas, les agents de l'accumulation primitive et de l'exploitation de la paysannerie se recrutent dans les milieux des révolutionnaires nationalistes. C'est ce noyau de la bureaucratie qui incarne alors la volonté de puissance nationale et puise dans l'exemple russe l'image d'une industrialisation accélérée accomplie sans l'aide du capitalisme étranger.

---

En réalité, aucun de ces Etats ne peut échapper à la pression qu'exerce la puissance concentrée du capital déjà constitué. Tard venus sur le marché mondial, leur seule possibilité de développer rapidement l'infrastructure industrielle repose sur une exploitation intensive de la force de travail et un assujettissement rigoureux à la division internationale du travail. La situation est donc foncièrement différente de celle où l'Europe se trouvait quand la concurrence sur le marché mondial ne mettait aux prises qu'un petit nombre de pays, les autres étant encore au stade de l'économie agraire. Ici l'industrialisation, si tant est qu'elle réponde à une nécessité organique ou vitale, ne s'accompagne d'aucun progrès culturel, ou plus simplement humain, qui ne soit directement compatible avec les nécessités de l'exploitation ; et la division internationale du travail commande un développement industriel sans commune mesure avec le niveau du potentiel humain disponible ; généralement, les bases de l'industrie locale et de l'économie agraire sont ruinées au profit d'un développement industriel unilatéral et le sous-développement économique et culturel nécessite un tel encadrement idéologique et militaire, tant du point de vue économique que politique, qu'il devient rapidement impossible de laisser la terre aux paysans.

---

La majeure partie des organisations qui naissent au cours de ces luttes et des institutions administratives et militaires, emprunte l'enveloppe démocratique traditionnelle - en partie par esprit d'imitation de l'Occident et pour gagner la confiance des masses - ; mais rien dans leur contenu ne correspond à cette étiquette : leurs méthodes sont celles du despotisme oriental et de l'impérialisme des pays économiquement développés. Il manque donc à cette prétendue révolution démocratique bourgeoise les deux éléments essentiels qui ont caractérisé les révolutions bourgeoises continentales : des institutions parlementaires et démocratiques bourgeoises ; une réforme agraire menée à terme. On voit la fragilité de certains des arguments invoqués pour justifier un soutien, même conditionnel, à ces mouvements. Après un stade transitoire où le nouveau pouvoir installe son appareil de domination, la réforme agraire est abandonnée, sauf en cas de nécessité économique insurmontable (Pologne), et les paysans intégrés dans la structure totalitaire du capitalisme d'Etat. Syndicats, partis, coopératives n'ont pas, même, la fonction conservatrice de leurs homologues européens développés parallèlement aux luttes ouvrières : ils sont immédiatement utilisés comme moyen d'encadrement totalitaire sans avoir, en contrepartie, contribué à la conquête des avantages sociaux acquis par les ouvriers dans les pays occidentaux. L'application de méthodes d'exploitation et d'instruments de propagande ultra-modernes à des peuples sans préparation et sans expérience de lutte dans ce domaine permet l'implantation et la survie d'un despotisme policier. C'est la rencontre, dans des pays au stade de l'accumulation primitive, d'un despotisme oriental barbare avec les formes les plus raffinées de l'exploitation capitaliste européenne. Dans ces conditions, toute référence aux luttes ouvrières des pays occidentaux ne repose-t-elle pas sur la confusion pure et simple entre deux expériences historiques radicalement différentes ?

=====

Les conflits idéologiques entre ces pays recouvrent une même réalité - une exploitation de classe d'une intensité exceptionnelle - et des rythmes d'industrialisation adaptés aux conditions nationales particulières, à la conjoncture militaire et diplomatique internationale, enfin à la puissance effective des castes au pouvoir. Si, comme l'expérience de nombreux pays semble l'accréditer, l'industrialisation est la tâche spécifique de la bureaucratie ou de la bourgeoisie autochtone, les conflits - armés ou idéologiques - entre les diverses tendances nationales naissent des différentes possibilités offertes à ces pays d'assurer le rythme de cette expansion industrielle. La "révolution culturelle" chinoise traduirait les difficultés que rencontre en Chine l'industrialisation ; divisée en plusieurs tendances, la bureaucratie mobilise le fanatisme de la jeunesse et cherche une voie nouvelle pour consolider sa domination de "classe dirigeante" que les échecs de sa politique d'industrialisation accélérée privent de ses assises économiques traditionnelles.

=====

L'industrialisation des pays sous-développés dépend entièrement -techniquement et financièrement- des impérialismes dominants : division internationale du travail, marchés déjà occupés par ces puissances qui ne peuvent accepter de concurrence que dans des limites très étroites. Dans le cadre de l'exploitation des masses, dans les pays économiquement arriérés, on assiste à la conjonction entre le despotisme oriental et le totalitarisme moderne ; par son évolution naturelle vers des formes de domination de plus en plus autoritaires, le capitalisme occidental se prête à cette compénétration : à l'époque de l'unification mondiale sous le signe de l'exploitation capitaliste, il y a permanence et osmose de différentes méthodes d'exploitation antérieures (dont le travail forcé) qui s'adaptent au capitalisme et que ce dernier utilise à son bénéfice.

---

Dans le cas d'un conflit militaire, ce n'est pas du point de vue de la grandeur territoriale ou de la puissance militaire d'un Etat, mais de l'exploitation des masses ouvrières et paysannes que l'on peut définir une position de classe. Aujourd'hui, le processus de libération nationale se poursuit dans le contexte du partage du monde en deux blocs ; il prend fatalement le caractère d'une opération militaire, menée au nom de l'idéologie de l'un ou l'autre bloc. Au même titre que les Russes, les Américains ont pu aider à cette pseudo-libération nationale, dont le caractère et l'issue dépendent essentiellement de l'état de guerre permanent qui règne entre les différentes puissances impérialistes déjà en possession des marchés et qui utilisent, et au besoin créent, ces Etats embryonnaires pour affaiblir l'impérialisme rival et étendre leur zone d'influence. Toutes les guerres de libération nationale visent à l'instauration d'un Etat national et ont abouti à ces Etats, ou sont en train d'en jeter les bases ; à la faveur du mouvement insurrectionnel qui, dans de nombreux cas, précède la décolonisation s'implante un système administratif et militaire qui prend la direction de la lutte et, suivant ses propres intérêts, lui donne un contenu idéologique et une armature étatique correspondant à la structure du bloc dont elle dépend, financièrement et militairement.

---

Schématiquement, on peut distinguer trois attitudes complémentaires devant les guerres d'indépendance nationale et l'industrialisation des pays sous-développés :

- Ce sont des étapes progressives du développement historique, aboutissant à un affaiblissement de l'impérialisme mondial au profit du camp socialiste.

- L'industrialisation et la création d'un prolétariat urbain constituent une étape transitoire vers le socialisme.

- Sans être ni une étape transitoire vers le socialisme ni le socialisme, mais seulement une variante étatique du capitalisme, ce phénomène s'inscrit malgré tout dans le mouvement historique qui jette les bases matérielles du socialisme.

En fait, du point de vue du statut humain des classes laborieuses, -ouvrières et paysannes- et de l'exploitation de l'homme par l'homme, ne s'agit-il pas plus simplement du processus logique de substitution d'un système d'exploitation à un autre ? Le mythe selon lequel l'industrialisation doit apporter le bonheur à l'humanité, après avoir jeté les bases matérielles du socialisme, fait partie de l'appareil d'embrigadement idéologique au service des nouveaux maîtres, tout comme jadis le fameux mot d'ordre de la république bourgeoise - Liberté, Egalité, Fraternité - a servi à masquer les horreurs de l'accumulation primitive. Nous devons mener notre lutte sans nous soucier d'une hypothèse métaphysique - la possibilité du socialisme à partir du développement de ce système d'exploitation - qui n'a jamais servi qu'à subordonner le prolétariat aux impératifs de ses exploiters. A deux stades différents de l'évolution des sociétés industrielles modernes, nous voyons à quoi se réduisent les possibilités de lutte révolutionnaire qui devaient naître de l'épanouissement de ce mode de production. En Russie, l'industrialisation a ruiné de fond en comble l'économie agraire du pays et réduit la classe ouvrière et paysanne à un esclavage matériel et intellectuel unique dans les annales du totalitarisme, sans qu'au terme de ce processus apparaisse pour la classe ouvrière la possibilité de mener une lutte indépendante. Aux Etats-Unis, l'évolution de l'économie libérale a abouti à l'instauration d'un système de conditionnement totalitaire qui s'appuie sur l'abondance pour intéresser les masses à la bonne marche de l'exploitation.

=====

Dans les pays économiquement arriérés, l'appareil bureaucratico-militaire, même s'il n'apparaît qu'au cours du mouvement de révolte, enferme les masses dans un cadre qui les empêche d'exprimer leurs propres aspirations autonomes. Tous les mots d'ordre - que certains prennent pour argent comptant - ne traduisent aucun mouvement spontané mais constituent des slogans, changeants et contradictoires, qui ne sont suivis d'aucune réalisation effective, sinon dans l'ordre de la répression (voir la révolution culturelle). Ce qui, pour nous, détermine le caractère fondamental de ces Etats, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme et non la forme économique et juridique qu'elle peut revêtir. Les guerres dites de libération nationale sont toujours des guerres entre puissances constituées ou en voie de constitution et s'inscrivent dans la lutte pour une nouvelle répartition de la plus-value mondiale. Tout appui, toute prise de position, conditionnels ou non, en faveur de l'un ou l'autre des belligérants, équivaut à soutenir un régime d'exploitation embryonnaire et l'ensemble des Etats qui le soutient. On peut donc subordonner tout le problème révolutionnaire et celui de la stratégie ouvrière mondiale à la lutte contre l'ennemi dans son propre pays, certes, mais sans oublier d'appeler les exploités des autres pays à la lutte contre les régimes qui s'apprêtent à les exploiter plus progressivement que jadis - c'est-à-dire plus rationnellement - en échange de leur appui et de leur sang.

=====

## II

1 - Contrairement aux crises sociales du passé - et même du XIXe siècle - la crise dans laquelle se débat le monde actuel a le mérite de porter au paroxysme tous les conflits qui, dès son origine, ont marqué la civilisation moderne, dite bourgeoise et capitaliste. Jamais les institutions et les idéologies consacrées - Etats, Eglises, Partis politiques, Religions, Philosophies, Morales, pour ne citer que les principales - ne se sont révélées aussi fatales dans leur monstruosité que dans l'ère des plus grandes réussites scientifiques et techniques. Pour être d'une évidence aveuglante, ces contrastes ne semblent pourtant pas remuer ni troubler outre mesure les consciences des élites dominantes, dont la malfaisance est à la mesure de l'indigence mentale. Jamais époque n'a connu pareil épanouissement de la bêtise humaine, car jamais technique ne fut aussi parfaite pour porter, avec la rapidité de l'éclair, toutes les manifestations du crétinisme universel jusqu'aux coins les plus reculés de la terre.

2 - Mieux que toute analyse savante ou description circonstanciée, le recensement le plus élémentaire peut rendre compte de la détresse des nations. A cette comptabilité de la misère planétaire, il suffit d'opposer celle du gaspillage et de la destruction pratiqués surtout par les Etats dits développés, pour calculer le degré de folie inhérente à la politique économique de ceux qui gouvernent le destin des peuples.

3 - La pensée socialiste du XIXe siècle - qu'elles qu'en aient été les tendances contradictoires - s'est caractérisé par une double orientation : elle s'est érigée en critique systématique et radicale de l'ordre établi d'une part ; elle s'est constituée en projet de transformation révolutionnaire d'autre part. Prémonitoire et visionnaire, elle a perçu, dans l'état de choses existant, les virtualités et d'une catastrophe irrémédiable et d'un salut définitif. Cette alternative dramatique a pris, chez Marx, la forme d'une dialectique aux accents scientifiques mais nous savons que la conception "matérialiste" de la "nécessité historique" du capitalisme et du socialisme contient une exhortation pathétique au refus de la servitude sous toutes ses formes et à l'action sociale créatrice d'une humanité nouvelle. Ce refus et cette action, Marx prétendait les dégager du mouvement même de la classe ouvrière, de la Selbst-tätigkeit - l'activité spontanée - des victimes du système de production dont l'essor s'accomplit au prix de la déchéance des producteurs directs, esclaves de l'Etat et du Capital.

4 - En un sens, la bourgeoisie a créé, et crée encore, le monde à son image, comme l'a proclamé le Manifeste Communiste. Mais quelle est l'image de la Bourgeoisie ? Elle n'est plus celle que Marx a dessinée dans le Capital, pas plus que le prolétariat du XXe siècle ne ressemble à celui du XIXe siècle. Les rapports de classes ont changé en fonction du changement qui est intervenu dans les rapports entre l'Etat et le Capital. Toutefois, derrière ces changements, certains et apparents - que d'aucuns veulent considérer comme un progrès -, nous devons constater la permanence d'un rapport fondamental, qui est celui de l'asservissement de l'homme par l'homme, rapport qui a pour corollaire l'asservissement de l'homme par ses propres institutions et inventions techniques et scientifiques.

5 - "Le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien." Quel que soit le jugement qu'on puisse porter sur le mouvement ouvrier du passé, on doit admettre que le mouvement ouvrier du présent et de l'avenir ne peut aboutir qu'à condition d'être révolutionnaire dans l'esprit et dans l'action. Pour parler concrètement, il faut avant tout que le travailleur prenne individuellement conscience de sa condition spécifique qui, pratiquement, le rend complice du système d'oppression dont il est victime et, virtuellement, le rend maître des conditions matérielles qui sont à la base de tout le système social. Acte intellectuel et individuel, cette prise de conscience sera le début d'une action révolutionnaire et sociale si elle se fait communication et discussion avec autrui, à l'échelle d'un groupe numériquement restreint permettant une participation directe à l'échange d'opinion et de connaissances. Les mouvements révolutionnaires du passé - surtout ceux dont la finalité sociale s'identifiait à une finalité religieuse - sont riches en exemple de groupements par communauté d'intérêts et affinité d'esprit et de volonté. Plus proches de nous, des tentatives de groupements isolés et sporadiques mais atteignant parfois un niveau élevé de concentration et d'organisation, ont marqué le début d'un renouveau du mouvement ouvrier s'écartant des chemins battus et des formes de lutte institutionnalisées et routinières. Bien que le nom sous lequel ce mouvement est entré en scène évoque des phénomènes de nature très disparate, il peut servir de ralliement à tous ceux qui voient dans l'auto-émancipation des travailleurs la seule voie de salut pour une humanité qui semble s'acheminer vers un suicide collectif. Ce nom, il s'agit non pas d'en faire un drapeau ou la panacée sociale, mais de l'adopter comme le signe d'une entente sur un certain nombre de principes qu'il s'agira de définir pour servir en quelque sorte de charte commune d'un futur mouvement international des conseils ouvriers.

6 - Pour préparer un tel regroupement des volontés révolutionnaires, nous proposons aux camarades de créer, dans leurs pays respectifs, des comités de correspondance et de discussion pour un mouvement international des conseils ; leur tâche sera d'étudier et de discuter l'ensemble des problèmes du mouvement ouvrier sur la base de l'autonomie de la lutte revendicative des ouvriers et des paysans et du principe fondamental de l'auto-émancipation des travailleurs. L'exemple de la Première Internationale qui, voilà un siècle, a rassemblé des travailleurs de tendances parfois ennemies autour de ce principe, montre qu'une telle entreprise n'est pas fatalement vouée à la bureaucratisation et à l'échec. Pour coordonner les différentes expériences et maintenir un lien vivant et permanent entre les différents comités, on peut envisager, pour chacun d'eux, la publication d'un bulletin dont la ligne directrice serait de fournir les éléments de cette charte d'un mouvement international des Conseils ouvriers.

juillet 1967.

SUR LA REFORME AGRAIRE

Que signifie, pour les ouvriers et les paysans, la "libération nationale" ?

Les puissances impérialistes parlent du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", et cette expression est reprise par les partis tendant au pouvoir dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Nous proposons de bannir le mot "peuple" de notre langage ; il met les classes exploiteuses et dominantes sur le même pied d'égalité de droit que les masses exploitées. Qui dispose de qui dans les nouveaux Etats nationaux "paysans" ? L'indépendance nationale apporte le pouvoir, dans les pays d'orbite occidentale, à la bourgeoisie indigène, qui dispose de l'exploitation du prolétariat et aux propriétaires fonciers, qui disposent de celle des paysans ; dans les pays du bloc dit communiste, la bureaucratie du capitalisme d'Etat dispose à la fois du prolétariat et des paysans. Pour les ouvriers et les paysans, la libération nationale n'est qu'un changement de maîtres.

La réforme agraire libère-t-elle les exploités de la terre ?

Inutile de dire que dans les pays où l'impérialisme a cédé le pouvoir à la bourgeoisie indigène, comme dans l'Inde, le paysan vit au bord de la famine ou meurt de faim, sous la coupe des propriétaires fonciers rapaces. Dans les pays où les soulèvements généralisés de paysans ont porté au pouvoir les partis communistes, se sont formés des Etats bureaucratique-militaires qui ont institué pour leur propre compte la réforme agraire, c'est-à-dire aboli la propriété foncière et fait disparaître la classe des propriétaires fonciers, distribué la terre aux paysans, s'assurant ainsi leur soutien dans la première phase de leur pouvoir ; mais une fois le capitalisme d'Etat instauré, le surtravail du paysan constitue la base de l'accumulation primitive pour l'industrialisation.

La guerre permanente, un des aspects de la crise permanente de la société capitaliste mondiale actuelle.

Nous vivons dans une époque de guerre permanente ; les puissances s'affrontent, soit directement, soit par l'intermédiaire des Etats sous leur dépendance et, comme par le passé, chacun rejette sur l'autre la responsabilité.

Dans un pays ou dans un autre, les victimes sont toujours les ouvriers et les paysans. "Un peuple qui en opprime un autre est lui-même opprimé." Nous n'avons pas de patrie à défendre, même si cette patrie est "communiste". La lutte pour l'auto-émancipation, c'est, pour tout exploité, le devoir de lutter contre son propre exploiteur, la guerre n'étant que la forme extrême de cette exploitation. La paix ou la guerre que nos maîtres préconisent, que ces maîtres soient des bourgeois, des propriétaires fonciers, des généraux ou des bureaucrates "communistes", n'est pas notre affaire. Ni la défense du "monde libre" ni la défense des gouvernements "ouvriers et paysans" ne nous concerne. Dans n'importe quel coin de la terre, nous luttons directement contre ceux qui nous envoient à la boucherie en refusant de fabriquer et de porter les armes ; et cette lutte fait partie intégrante de notre lutte pour l'auto-émancipation, au-delà de toutes les frontières.

V.- juillet 1967.

-----

A la suite de discussions au sujet d'un tract du groupe américain Independent Socialist, nous avons été amenés à faire part à ces camarades de nos positions sur la guerre du Vietnam et le mouvement pour la paix. Nous reproduisons ci-après tract et correspondance. Le camarade américain J.S. ayant défini avec clarté les positions fondamentales de son groupe, toute autre présentation paraîtrait superflue.

La revue Independent Socialist publiera également cette correspondance.

-----

LA GUERRE DU VIETNAM

-----

ARRETEZ LA GUERRE AU VIETNAM !

L'escalade de la guerre du Vietnam se poursuit, une guerre qui va à l'encontre à la fois des intérêts du peuple américain et du peuple vietnamien. L'Administration Johnson a montré au monde qu'elle ne recule devant rien pour protéger sa politique réactionnaire au Sud-Vietnam. Seule une vague massive et énergique de protestation peut arrêter l'Amérique dans sa ruée aveugle vers la 3e guerre mondiale.

La guerre au Vietnam est, dans l'histoire de l'Amérique, la guerre la plus impopulaire. Mais, jusqu'à présent, le mouvement de la paix organisé n'a pas réussi à canaliser l'inquiétude et le dégoût du peuple américain. Il faut non seulement toucher moralement la grande majorité du pays, mais également la toucher dans ses intérêts réels.

Jusqu'à présent, la guerre a stimulé l'augmentation de l'emploi et aggravé l'inflation. Mais, maintenant, alors que l'inflation liée à la guerre continue, les licenciements vont croissant. Même les travailleurs qui pensent soutenir la guerre s'opposent à ces effets concrets. En même temps, la guerre est utilisée comme prétexte pour couper les fonds de bien-être déjà insuffisants et pour étouffer le mouvement Noir. Les impôts risquent d'augmenter. Les forces de la société américaine qui peuvent faire arrêter la guerre sont de plus en plus en rupture avec l'administration.

Cependant, il y a un danger : beaucoup de ceux qui veulent l'arrêt de la guerre sont prêts à écouter les gens de droite qui réclament une escalade massive pour "régler rapidement" le conflit. L'absence d'une opposition franche et puissante de la gauche a créé un vide dans la politique américaine que les démagogues de droite commencent à combler.

Le mouvement de la paix doit travailler à une nouvelle alliance politique, en Amérique, des travailleurs, des Noirs et des pauvres, capable de transformer, à l'intérieur et à l'extérieur, la politique américaine. Une telle alliance ne peut avoir de sens que si elle est active et indépendante de l'institution de guerre. Elle doit exiger un retrait immédiat des troupes américaines du Vietnam, mais elle doit faire plus. Elle doit présenter un programme social aux Etats-Unis et au monde, fondé sur un engagement révolutionnaire pour la démocratie, pour les droits de l'homme et pour le bien-être humain. Elle doit rendre évidente la rupture sur les deux plans contre cette sale guerre qui fait du Vietnam une terre en friche. Elle doit s'adresser directement aux besoins du peuple américain, pour le plein-emploi, l'égalité raciale, l'abolition du paupérisme et, par dessus tout, pour l'arrêt immédiat de la guerre au Vietnam. Aucune entente de politiciens qui n'ont que des divergences minimales avec l'administration ne peut arrêter la guerre. Seule une opposition indépendante et démocratique peut l'accomplir.

Ce rassemblement peut être le point de départ d'une telle opposition.

-----  
- I -

Dans ces brèves remarques, nous avons essayé de ne pas abandonner la perspective dans laquelle vous vous situez et qui constitue, en quelque sorte, votre hypothèse de travail et la base de vos références historiques : la lutte des classes et les institutions répressives mises en place (armées, polices, bureaucraties) et, naturellement, dans le domaine idéologique, un appareil de propagande et de conditionnement intellectuel au service de la classe dominante ; cette pièce maîtresse du système d'oppression capitaliste, un aphorisme de Marx la caractérise en ces termes : "Les idées dominantes d'une époque sont celles de la classe dominante". Celle-ci poursuit toujours des buts égoïstes sous le couvert de l'intérêt général de la communauté ; monde libre, patrie, nation, peuple, race et aujourd'hui, patrie socialiste, tels sont les drapeaux qui servent à la mobilisation des masses pour la défense des intérêts des classes ou des castes au pouvoir. L'exemple actuel du Vietnam, où chacun des gouvernements prétend représenter les intérêts de "son" peuple, au nom du socialisme ou du monde libre, tout en participant à une tuerie atroce, est une illustration fondamentale de cette loi d'airain des sociétés oligarchiques. C'est pourquoi, dans un tel conflit, toute notre analyse politique, partant toutes nos positions, doivent dépendre de notre appréciation de la nature sociale des régimes concernés et non de la phraséologie en cours chez chacun d'eux. Une telle analyse peut seule permettre de saisir le contenu et l'enjeu réels de la lutte et des arguments

utilisés de part et d'autre pour rejeter la responsabilité du conflit sur l'adversaire.

Or, il ne nous apparaît pas clairement que vos positions sur la guerre du Vietnam soient commandées par une telle analyse ; votre tract reprend, sous une forme plus nuancée et plus radicale, les arguments qui servent à toute la gauche, non pour condamner les très prosaïques intérêts de classe que défendent, avec des moyens essentiellement identiques, chacun des belligérents, mais pour persuader le peuple américain que son "intérêt national" se trouve menacé par la politique aveugle d'un gouvernement "réactionnaire".

Vous déclarez en substance que si jusqu'ici la guerre a pu paraître bénéfique au peuple américain, sa poursuite risque maintenant "d'augmenter les impôts", "d'aggraver le chômage", bref de léser les intérêts économiques de la classe ouvrière ; comme si ces maux provenaient de la guerre et n'étaient pas inhérents au système social lui-même, quels que soient ses dirigeants et leur politique. En fait, il n'y a rien là qui ne puisse être interprété comme n'étant pas la défense de l'intérêt national bien compris qu'une politique "réactionnaire" compromettrait ; ce qui laisse supposer qu'un changement politique pourrait modifier la situation.

Un lecteur non averti de vos positions véritables pourrait, à juste titre, se demander si, pour vous, la prospérité économique de la nation n'est pas seule en cause et si, dans le cas où de la continuation de la guerre devrait dépendre une amélioration du sort des ouvriers, ces derniers ne seraient pas justifiés en la soutenant. Cette ambiguïté nous fait penser qu'on ne peut définir une position socialiste indépendante face à la guerre, à partir d'un critère tel que l'intérêt ou les désavantages matériels immédiats que les classes laborieuses peuvent retirer d'un conflit armé ; car les pires entreprises impérialistes peuvent être perpétrées au nom de la prospérité de la classe ouvrière d'un pays (voir l'exemple de Hitler). Nous avons eu entre les mains le tract d'un groupe d'extrême droite qui, utilisant une argumentation symétriquement inverse de la vôtre, réclame la poursuite de la guerre au nom de la liberté, de la démocratie et de la prospérité matérielle du peuple américain. Il y a là une logique dont on ne peut sous-estimer la valeur. Dans un pays comme les Etats-Unis, où environ 25 % de l'économie nationale -et par conséquent des millions de travailleurs- dépendent de la fabrication des armements, il est incontestable que, du strict point de vue de la prospérité nationale, la guerre soit indispensable au bon fonctionnement du système. Hier, l'intérêt des classes dominantes des U.S.A. les invitait à s'allier aux pays "socialistes" pour défendre la "liberté" et les valeurs chrétiennes menacées par Hitler. Aujourd'hui, la défense du monde "libre" les mobilise contre leurs alliés d'hier mais leurs intérêts et leurs buts n'ont pas varié, ni la nature de la guerre.

D'ailleurs, s'il était vérifié qu'une victoire rapide des Etats-Unis au Vietnam puisse augmenter leur puissance économique, allonger la chaîne d'or qui rive le prolétariat à ses maîtres et apporter un régime colonial prospère aux Vietnamiens, nous n'accepterions pas pour autant cette guerre, dans la mesure où cette prospérité relative des travailleurs

ne ferait que les assujettir plus solidement à la domination du capital et à son économie politique. Nous n'aborderons pas ici l'hypothèse, très vraisemblable, d'une cessation des hostilités pour gagner, de part et d'autre, "de l'espace et du temps", en vue de la préparation du conflit sur une base élargie. Si le "retrait immédiat des troupes américaines au Vietnam" est souhaitable, il ne règlera pas pour autant le problème pour le peuple américain et encore moins pour le peuple vietnamien. Le contexte international dans lequel se déroule le conflit demande que l'on s'interroge sur les motifs qui, dans un camp comme dans l'autre, déterminent les dirigeants à disposer de la vie et de la mort de leurs peuples au nom d'un intérêt général qu'eux seuls ont le pouvoir de définir et d'imposer.

C'est un fait qu'il ne s'agit même pas, pour le Vietcong et le Vietminh, de cette pseudo-guerre de libération nationale dont, par exemple, l'Algérie a été le théâtre. L'intervention américaine a trouvé, en face d'elle, un Etat qui fait partie intégrante d'un groupe de pays -le camp socialiste- ayant des intérêts et des buts définis dans le cadre d'une stratégie politique et économique mondiale. La guerre du Vietnam s'insère dans un conflit qui, de part et d'autre, dépasse de loin le cadre national, même si "l'idéologie dominante" tend à le présenter sous cet aspect. Les accords sino-soviétiques périodiques pour l'aide au Vietminh montrent qu'un groupe d'intérêts, de loin supérieurs à l'intérêt national du peuple vietnamien, oriente cette guerre et greffe, sur les limites étroites de la lutte nationale, toute une série de considérations militaires et stratégiques, concernant un "bloc" à l'intérieur duquel le Nord-Vietnam et le Vietcong font figure de "pion stratégique". Dans ces conditions, quel est le contenu du concept "d'indépendance nationale" ? Il est clair pour chacun que le sort du peuple nord-vietnamien -en admettant que le gouvernement d'Ho Chi Minh exprime démocratiquement la volonté des masses populaires- se décide en dehors de lui, à l'échelle des jeux d'influences de la grande politique internationale. Qui ne sait que la lutte serait privée de toute signification militaire sans l'appui massif de techniciens et d'armes, russes ou chinois, et qui peut prétendre que les intérêts de ces pays - dont les gouvernements, qui s'entredéchirent, ne se font pas faute de traiter en sous-main avec les "agresseurs impérialistes" - coïncident avec ceux du peuple vietnamien autrement que par l'éternel jeu des alliances politiques ? Un peuple entier est sacrifié à une lutte militaire stérile sans que l'on se soucie de savoir si le gouvernement qui poursuit la lutte en son nom représente ses intérêts véritables. Défendre le peuple américain et le peuple vietnamien, c'est faire toute lumière sur le caractère social des gouvernements qui les ont dressés l'un contre l'autre, et sur les arguments qu'ils invoquent pour se justifier et justifier le conflit. Face aux travailleurs, quels intérêts essentiellement différents de ceux des Etats-Unis défend le régime "socialiste" d'Ho Chi Minh ? Les masses ont-elles un droit de gestion et de contrôle sur la vie économique et sur la production, sur la vie politique et culturelle du pays ? La police, l'armée, la bureaucratie administrative et militaire ont-elles disparu ? Un pays à structure économique agricole peut-il se prétendre socialiste en vertu de la seule dénomination de son régime politique, sans contredire l'axiome fondamental de la sociologie matérialiste de Marx qui prétend que la superstructure politique est subordonnée à la base économique et non l'inverse, et qu'une société

supérieure ne peut se développer que là où les conditions économiques et culturelles fondamentales sont acquises ; et l'on sait ce que Marx entendait par là. Cette dénomination ne correspond-elle pas à une mystification idéologique du même ordre que celle qui permet aux américains de se prétendre les défenseurs du monde "libre" ?

Quand on connaît les conditions dans lesquelles s'est installé le régime d'Ho Chi Minh et la manière dont son administration militaro-bureaucratique a imposé son pouvoir, on ne peut admettre, à aucun degré, l'identification fondamentale sur laquelle reposent ces concepts d'auto-détermination et d'indépendance nationale, l'identification d'Ho Chi Minh et de son régime avec le peuple du nord-vietnam. Nous savons qu'Ho Chi Minh et son parti poursuivent une lutte acharnée et sont prêts à sacrifier leur peuple dans cette lutte. Que ce dernier approuve ou désapprouve -ce que nous ne savons pas- ne modifie en rien le caractère de l'oppression qu'il subit et des atrocités qu'on perpète en son nom (ce qui sert à la droite pour dénoncer les atrocités du Vietminh). Dans un pays où le peuple n'a aucun droit de regard sur la marche de la vie économique et politique, l'indépendance nationale, la guerre de libération nationale, signifient le droit et la liberté, pour la caste ou la classe au pouvoir, de disposer librement et indépendamment du peuple qu'elle exploite. En nous plaçant d'un point de vue de classe, nous ne pouvons que nous élever contre l'exploitation que subit le peuple de part et d'autre. Que la majorité du peuple américain soit pour la guerre relève pour nous de la même logique que celle qui permet de déclarer que le peuple nord-vietnamien approuve le gouvernement d'Ho Chi Minh et veut poursuivre la lutte militaire, y compris jusqu'à sa propre extermination. Le conflit vietnamien s'insère dans la stratégie politique mondiale qui oppose, depuis le partage du monde à Yalta, deux groupes de puissances impérialistes. Le considérer sous son seul aspect de lutte pour l'indépendance nationale, c'est confondre la réalité sociale avec son reflet idéologique et faire le jeu de l'un ou l'autre bloc, en laissant passer la seule chance de définir "une position révolutionnaire de classe" et de mener une lutte efficace contre le système d'oppression et d'exploitation qui sévit d'un côté comme de l'autre. Toute propagande qui fait reposer la responsabilité du conflit sur l'un ou l'autre belligérant et se refuse à considérer le problème dans sa totalité, comme problème social et non politico-militaire, apporte son appui -direct ou indirect- à la préparation idéologique de la guerre mondiale ; dénoncer la politique de ses oppresseurs ne suffit pas pour mobiliser le peuple américain contre la guerre ; il faut encore dénoncer la politique des maîtres du peuple nord-vietnamien et montrer comment, en dépit de divergences économiques et stratégiques, elles se complètent et se prêtent un appui réciproque pour perpétuer l'oppression de tous les travailleurs, sans distinction de patrie, de nationalité, de race, etc. (voir l'exemple de la Hongrie). L'expression de cette vérité ne peut nuire à la cause de la paix, qui est liée à la lutte révolutionnaire des masses.

Nous vous proposons, par conséquent, de soumettre à vos camarades et lecteurs les deux thèmes de discussion suivants : 1) contre les impérialistes de l'Est et de l'Ouest, seule importe, du point de vue d'un socialisme révolutionnaire, la lutte révolutionnaire de classe ; 2) il convient de rechercher en commun et de définir théoriquement les formes de cette lutte révolutionnaire, compte tenu des circonstances particulières où se trouvent, à l'heure actuelle, les classes exploitées et opprimées de tous les pays, à l'Est comme à l'Ouest.

- I I -

Votre lettre repose, j'en ai peur, sur un certain nombre de malentendus. Elle attaque une position qui n'existe pas. En premier lieu, je ne vois pas à quel article du "Socialisme Indépendant" vous faites allusion, puisque tous les deux traitent des problèmes du programme contre la guerre. Je présume que vous voulez parler des deux à la fois.

Ces articles sont adressés au mouvement en faveur de la paix. Le sujet principal de chacun est facile à dégager : la guerre au Vietnam sert de prétexte à la réduction des salaires des ouvriers. La législation anti-gréviste est associée à la guerre au Vietnam. Les ouvriers américains soutiennent la guerre sur le plan idéologique. Cependant, ils luttent contre la législation anti-gréviste et combattent pour obtenir des salaires plus élevés. Cette lutte de la classe ouvrière est une attaque implicite contre l'Etat, qui poursuit la guerre au Vietnam. "Essayez de faire comprendre aux ouvriers qu'en combattant la législation anti-gréviste du gouvernement, en luttant pour leurs propres besoins d'ordre économique, ils attaquent la politique de la classe dirigeante" : voilà ce que nous disons au mouvement en faveur de la paix. C'est le thème principal des articles en question. Si vous lisez celui du numéro 2 de la revue, vous verrez que nous y exprimons fort clairement notre opposition au régime de Ho Chi Minh.

En ce qui concerne votre discussion sur les intérêts d'ordre économique de la classe ouvrière, je suis vraiment très embarrassé pour comprendre votre exposé. La guerre au Vietnam occupe-t-elle une place dans les intérêts d'ordre économique de la classe ouvrière ? J'ai peur que non. Indubitablement, sans la guerre, l'économie capitaliste ne peut subsister. Cependant, la production de matériel de guerre ne suffit même pas à satisfaire les besoins d'ordre économique de la classe ouvrière. Le fait que le capitalisme moderne repose sur une économie de guerre ne sert qu'à mieux faire ressortir son opposition à tous les besoins de la classe ouvrière américaine, même à ses besoins d'ordre économique. Bien entendu, sur le plan de la vie quotidienne, les ouvriers penseront que la production de matériel de guerre favorise leurs intérêts, puisqu'elle leur fournit du travail. Au cours de la lutte contre les conditions du régime actuel, ils s'apercevront de leur erreur ; dans le cas contraire, ils continueront à accepter ces mêmes conditions. Mais notre discussion sur les intérêts de la classe ouvrière n'a rien à voir avec le simple fait de dire que c'est ce gouvernement "réactionnaire" qui est responsable. L'ennemi, c'est le capitalisme lui-même et nous avons toujours été les premiers à démontrer qu'aucun régime ne peut appliquer une forme de capitalisme "progressif".

En fin de compte, nous croyons que les socialistes américains doivent prendre la responsabilité de demander le retrait immédiat des troupes américaines du Vietnam, tout comme nous sommes persuadés que les socialistes nord-vietnamiens doivent lutter contre le régime de Ho Chi Minh. Tout comme ils ont pour mission de dénoncer le rôle réactionnaire de l'impérialisme américain, nous devons dénoncer pareillement le rôle réactionnaire joué par Ho Chi Minh. Le retrait des troupes américaines ne résoudra pas les problèmes des Vietnamiens ; nous en sommes conscients.

Il mettra fin, tout simplement, à la guerre, pour un instant, ainsi qu'à l'intervention américaine au Vietnam. Si vous êtes opposés au retrait des troupes américaines du Vietnam, vous devez alors avoir des raisons différentes que je serais heureux de connaître.

Votre lettre reposant sur des erreurs de jugement de votre part, je ne l'ai pas encore montrée aux autres membres de l'organisation. La réponse que je vous adresse est tout à fait d'ordre privé. Je ne veux pas en effet publier votre lettre à cause de la confusion que cela entraînerait. Je serais très heureux de publier les textes que vous voudrez bien m'envoyer concernant la France, l'Amérique, le Vietnam, la théorie marxiste ou tout autre sujet - que nous soyons d'accord ou non sur ces textes - aussi longtemps que nous en serons conscients.

J.S.- Independent Socialist- 27 juin 1967.

-----

- III -

Nous avons transmis votre réponse à tous les camarades concernés. Comme vous avez pu le voir d'après les citations que nous en faisons, notre lettre se référait directement à votre tract sur le Vietnam : Arrêtez la guerre au Vietnam. Le numéro 1 de votre revue, que nous avons seul en notre possession au moment où nous avons rédigé notre lettre, ne contenait, à notre connaissance, aucun texte définissant une position fondamentalement différente de celle que nous avons critiquée. Nous nous en tenons donc à notre interprétation, en espérant que quelques précisions critiques sur votre tract vous permettront de porter à la connaissance de vos camarades ce qui, en dehors de tout contenu polémique, définit nos positions sur la guerre du Vietnam.

Nous nous refusons à voir dans cette guerre une guerre de "libération nationale", engageant uniquement le Vietminh, le Vietcong et les Etats-Unis. C'est le contexte international -le conflit U.R.S.S.-Chine - U.S.A. - qui détermine son contenu et son développement. Prendre une position de classe équivaut, à nos yeux, à mettre en lumière le contenu social du conflit, pour dégager une position révolutionnaire indépendante au lieu d'insister sur la nécessité d'un règlement diplomatique qui, dans tous les cas, se fera aux frais des peuples vietnamien et américain.

La classe ouvrière américaine n'a pas à attendre d'un gouvernement qu'il réponde à sa "pression", si massive soit-elle, et se préoccupe de ses intérêts véritables. Une telle attente renforce l'illusion qui permet à l'Amérique de se poser en champion de la "démocratie" et en défenseur d'un "monde libre", où l'opinion publique aurait plus de poids dans la politique et les décisions gouvernementales que celui des maîtres du capital. En réalité, ce sont ces derniers qui façonnent à leur gré cette

opinion et disposent de toutes les ressources démagogiques pour intéresser la classe ouvrière à leurs entreprises guerrières. Aussi, une lutte efficace contre la guerre passe-t-elle en premier lieu par la critique de la structure de classe des régimes en présence et des moyens idéologiques dont ils disposent pour manipuler la classe ouvrière et l'opinion publique. S'opposer à cette guerre parce que "les impôts risquent d'augmenter", réclamer "une opposition franche et puissante de la gauche", sans s'interroger sur la composition sociale d'un tel rassemblement et faire appel à ces concepts creux - et qui servent indifféremment à tous et à tout - de "démocratie", "droits de l'homme" et "bien-être humain", risque fort d'estomper les véritables oppositions de classes au profit d'une union sans principes et sans perspective : l'on voit mal ce qu'un tel "engagement" comporte de "révolutionnaire". De même, que signifie "les besoins du peuple américain" ? Nous savons que les besoins d'un peuple sont fort contradictoires, suivant le point de vue des classes qui le composent. Pour nous, ceux de la classe ouvrière ne coïncident pas avec ceux de la bourgeoisie, des noirs pris dans leur ensemble et des pauvres ; et faire appel aux seuls intérêts économiques des travailleurs pour faire échec à la guerre, c'est tourner le dos à toute solution révolutionnaire du conflit et accepter la logique même de la classe qu'il faut abattre : du point de vue de l'efficacité et du calcul économique qui semble être le vôtre, on peut très bien admettre que la classe ouvrière des Etats-Unis apporte son soutien à un système qui lui accorde plus d'avantages matériels et moraux que celui qu'on invite à combattre.

Vous nous demandez un mot d'ordre. Pour autant qu'un mot d'ordre puisse avoir une valeur en l'absence d'une action autonome de la classe ouvrière contre la guerre, pourquoi ne pas défendre celui-ci, qui s'applique indistinctement à toute forme de militarisme : Désertion, en temps de paix comme en temps de guerre, de tous les militaires -Américains, Vietnams, Vietminhs ou de toute autre nationalité. Contre toute production de guerre.

Si l'on identifie les aspirations et la lutte socialiste à une question d'intérêt économique dans le cadre du système actuel, il est évident qu'une politique conséquente de désarmement risque de léser les intérêts économiques immédiats d'un nombre considérable de travailleurs intégrés à l'économie de guerre. Il faut donc définir une "position de classe" différente et de celle des réformistes attachés aux seuls intérêts économiques immédiats et de celle des pacifistes luttant contre la guerre au nom d'un idéal religieux. Et seule une critique radicale de l'exploitation que subissent, aux Etats-Unis comme au Vietnam et dans tout le reste du monde, les classes travailleuses peut nous permettre de dégager une position qui concerne les intérêts vitaux des exploités et non ceux compatibles avec la survie de l'exploitation. Tels sont les points qu'il nous importait de définir.

S.de C.- 3 juillet 1967.

Aux camarades de

" Cahiers de discussion pour les Socialismes de Conseils "

Chers camarades,

Nous nous excusons pour le retard apporté à cette réponse, mais les camarades étant très occupés à jeter les bases de notre organisation nationale (publication de brochures, animation d'activités politiques locales) ne disposent que de peu de temps de libre. Après avoir lu vos lettres, ils ont pensé que je pourrais vous répondre, puis publier simultanément lettre et réponse dans notre bulletin en vue d'une discussion.

Avant de définir ce que je crois être nos divergences réelles, je commencerai par exposer ce sur quoi je pense que nous sommes d'accord. Car, aussi profondes qu'elles soient, ces divergences ne touchent pas les problèmes fondamentaux du socialisme indépendant. Nous pensons, nous aussi, que c'est dans le conflit entre les impérialismes de l'Est et de l'Ouest qu'il faut rechercher la cause réelle de la guerre et que l'issue de cette guerre ne sera favorable aux ouvriers et aux paysans du Vietnam et de tous les pays que par le triomphe de la révolution socialiste, c'est-à-dire la destruction des sociétés de classes actuelles par l'avènement des institutions démocratiques et révolutionnaires de la classe travailleuse.

Comme vous, nous affirmons qu'il ne s'agit pas essentiellement, au Vietnam, d'une guerre de libération nationale, mais d'une tentative en vue de substituer une nouvelle forme d'oppression à l'ancienne, d'une lutte où les ouvriers et les paysans vietnamiens ne sont pas les protagonistes mais des marionnettes. Sans croire que la libération du territoire vietnamien sera le signe de la libération du peuple vietnamien, nous insistons sur le fait qu'il est du devoir des révolutionnaires d'exiger le retrait des troupes américaines qui s'acharnent, en ce moment, à dévaster ce pays, persuadés que vous auriez fait de même en ce qui concerne les troupes françaises en lutte au Vietnam, il y a de cela une décade. En fait, nous en appelons au retrait immédiat de toutes les forces impérialistes américaines disséminées sur le globe, comme à celui des forces de toutes les autres nations impérialistes. Nous ne croyons pas, par cet appel, apporter notre soutien au Vietcong. Au contraire, nous sommes partisans d'une lutte révolutionnaire indépendante, menée principalement par les travailleurs contre les forces du F.N.L., afin de construire une opposition réellement démocratique et socialiste au Vietnam.

Nous savons que, pour apporter une solution au problème vietnamien, il faut tenir compte du contexte international dont il est issu; mais nous n'en pensons pas moins que le retrait des troupes américaines sera, sinon le premier, du moins un des premiers pas vers une telle solution. Tout en soulignant l'assujettissement du F.N.L. au bloc communiste, nous ne voyons pas en cela une donnée essentielle du problème. Par contre, ce qui nous semble fondamental, c'est la nature de classe du F.N.L., le fait qu'il représente le système d'exploitation communiste au Vietnam et qu'il tente de l'y instituer. Bien qu'interdépendantes, la nature de classe du F.N.L. d'une part, ses relations avec le bloc communiste d'autre

part, font l'objet de deux problèmes différents. L'exemple de la guerre de Corée nous le montre, où l'Amérique, la Chine et la Russie sont intervenues directement. Dans ce cas, l'appel au retrait des troupes de part et d'autre était fondé ; mais de nos jours, toute proposition de désarmement adressée au Vietcong n'a pas de sens, quelle qu'elle soit.

Ce n'est ni l'augmentation des impôts, ni le préjudice porté par la guerre aux travailleurs américains et à leurs intérêts matériels en particulier, qui détermine notre opposition à l'Amérique en guerre ; c'est notre point de vue révolutionnaire de classe. Nous nous élevons contre la guerre parce qu'elle est nécessaire à la survie du capitalisme moderne en décadence et nous lui opposons, ainsi qu'à tout autre conflit né des intérêts capitalistes, le socialisme révolutionnaire, seule solution réelle. C'est pourquoi j'ai déclaré, dans ma dernière lettre, que vous ne m'aviez pas lu attentivement. Notre tract ne dit pas que nous nous opposons à la guerre parce qu'elle entraîne l'inflation, etc. ; nous le soulignons simplement et notons que le mouvement pour la paix devrait utiliser le fait indiscutable que la guerre sert en ce moment de prétexte à un nouvel assaut contre les conditions matérielles des travailleurs américains. Cela nous conduit à notre véritable divergence.

Nous reconnaissons avec vous que ce qui importe dans le mouvement contre la guerre, c'est sa nature de classe et que, précisément aux U.S.A., ce mouvement comprend des intellectuels et des radicaux membres de la classe moyenne. La question posée par notre tract n'est pas "Pour quelles raisons nous opposons-nous à la guerre ?" mais "Comment construire une opposition efficace à cette guerre, une opposition de la classe ouvrière ?" Ici commence notre désaccord.

Vous dites que puisque le capitalisme ne peut fonctionner qu'en développant une industrie de guerre, cette industrie se développe dans l'intérêt de la classe travailleuse ; cela me semble totalement faux. Le fait qu'une économie de guerre permanente soit nécessaire à la stabilité du capitalisme démontre seulement l'incapacité de ce dernier à satisfaire tous les besoins matériels de la classe travailleuse, même ses besoins les plus élémentaires. On voit que le système de production capitaliste nécessite une diminution des forces productives et, donc, un affaiblissement de la puissance productive de la classe ouvrière, au fait que, pour employer la majeure partie des moyens de production, il doit fabriquer des armes en très grande quantité. Il utilise donc les moyens de production de façon irrationnelle et "ralentissante". Que la multiplication des usines d'armement amène la création de nouveaux emplois n'est qu'un avantage illusoire du système puisqu'ici le fruit du travail n'est pas consommable par ses producteurs. La production d'armes ne saurait pourvoir ni aux besoins matériels de la classe ouvrière ni aux besoins d'expansion de l'économie capitaliste. C'est, en fait, une hémorragie de l'économie, hémorragie nécessaire au système de production et qui lui rend plus difficile encore la tâche de suppléer aux besoins de la classe travailleuse. L'économie de guerre est, en réalité, un sacrifice imposé à la classe ouvrière et nous ne voyons absolument rien d'erroné dans le fait d'en appeler, pour cette dernière, à ses intérêts matériels contre la production d'armes. Au contraire, il s'agit là d'une lutte sociale essentielle et progressiste.

Le marxisme démontre l'interdépendance fondamentale qui existe entre le combat pour le socialisme et les luttes pratiques quotidiennes des ouvriers pour défendre leurs intérêts, matériels et autres. Il montre que ces luttes ne peuvent être menées à bien que lorsque le processus de production est sous le contrôle réel des producteurs véritables, sous le contrôle de la classe ouvrière. (A ce propos, nous ne nous sommes jamais élevés contre la guerre au nom "d'intérêts nationaux". L'expression que nous avons employée, "la grande majorité du peuple américain", n'a aucun rapport avec ce terme. Ce sont les travailleurs salariés qui constituent cette majorité, soit bien plus des deux-tiers de la population.) Il n'y a pas d'autre question que celle-ci : la guerre impose à la classe travailleuse des sacrifices matériels de plus en plus grands. Le droit de grève est aboli. L'inflation monte en flèche. Les travailleurs, même ceux des usines d'armement, ont le droit de se défendre ; et nous les appelons à cela, dans la mesure où nous ne sommes pas nous-mêmes directement concernés par ces luttes. De plus, nous essayons de leur montrer que la lutte contre ces sacrifices croissants est, objectivement, une lutte contre la guerre elle-même. En faisant grève malgré la guerre, et nous insistons, les travailleurs reconnaissent que leurs intérêts matériels de classe ont priorité sur la guerre menée par la classe dirigeante américaine. Nous essayons d'éclaircir à leurs yeux la logique de leurs propres actes et, parallèlement, de montrer à ceux de la classe moyenne qui militent contre la guerre que ces travailleurs sont les premiers concernés. Quand les salaires ont commencé à monter, à cause du manque grandissant de main-d'œuvre dû à la guerre, nous n'avons pas eu tort de dénoncer le coût réel de ce "bénéfice" : les ravages de la guerre impérialiste. Nous ne nous opposons pas à la guerre en raison de l'abaissement des salaires ou de l'augmentation des impôts mais au nom de notre point de vue de classe. Alors que les besoins de la guerre imposent aux ouvriers des sacrifices de plus en plus importants, et c'est toujours le cas, nous appelons ceux qui subissent à lutter contre ces sacrifices et nous leur montrons qu'ainsi ils se battent objectivement contre la guerre de la classe dirigeante.

Notre programme ne se limite pas à cela. Cependant, je crois qu'il faut y voir sinon le commencement, du moins un commencement à toute lutte contre le capitalisme et ses guerres. Nous ne voyons pas de contradiction entre la lutte pour l'amélioration de la "condition matérielle" des travailleurs, sacrifiée nécessairement au profit de la guerre et la lutte contre le capitalisme. Au contraire, le marxisme, en tant que méthodologie révolutionnaire de la classe travailleuse, souligne l'interdépendance concrète qui existe entre l'une et l'autre. La lutte pour l'amélioration des "conditions matérielles" des travailleurs est essentielle à la lutte pour le socialisme, engagée par un mouvement ouvrier indépendant susceptible de défendre les intérêts des travailleurs contre le capitalisme et, finalement, d'abolir le capitalisme lui-même.

Sans doute, il y a des points sur lesquels mes propres camarades ne seront pas d'accord ; mais, pour l'essentiel, je crois avoir décrit l'orientation générale de la majorité. En tout cas, j'espère que cela sera utile pour éclaircir toute discussion plus approfondie.

- LE MOUVEMENT DE LA PAIX ET LA GUERRE DU VIETNAM -

Le mouvement organisé contre la guerre du Vietnam rejette toute la responsabilité du conflit sur l'impérialisme américain apportant ainsi son appui, direct ou indirect, à la propagande stalinienne. "Nous nous élevons contre l'agression d'un petit peuple de paysans pauvres par une grande nation" (1) déclare le Comité Vietnam national tandis que, sous l'oeil paternel du gouvernement gaulliste, toute la gauche artistique et littéraire, notre intelligentsia nationale, y va d'un tableau bien léché ou de sa larme poétique bienveillante pour participer à cette lutte héroïque, sujet d'exaltation lyrique s'il en fut. Périodiquement, un événement de cet ordre lui offre l'occasion de se regrouper tout en se différenciant de ceux dont la fonction n'est pas de penser et qui ne sont apparemment pas touchés par la vertu publicitaire des expositions de soutien, des tracts et des manifestes. Pour les comités d'entraide et les galeries d'exposition de la rive gauche, pour les peintres et les écrivains en mal de clientèle et de publicité, la guerre du Vietnam vient à point remplacer la guerre d'Algérie. Dans le camp adverse, les idéologues accusent Ho Chi Minh d'être le seul responsable et dénoncent, non sans raisons, la nature policière de son régime. Le dilemme dans lequel on essaie d'enfermer les exploités n'est pas nouveau ; il se présente dans le cas de tous les conflits militaires : la lutte contre un mal "absolu" sert à faire accepter un "moindre" mal. Il est dans la logique d'une situation créée par les exploités que la classe ouvrière ou paysanne endosse la responsabilité de la politique de ses maîtres sous peine d'être écrasée par les rivaux de ceux-ci. Contre ce mal en soi, il n'est pas de demi-remède et le "moindre mal" ne fait qu'autoriser les gouvernants à effectuer de nouvelles tueries ; seule une révolte radicale peut permettre aux travailleurs de sortir de ce cercle vicieux. Toute protestation contre la guerre qui ne renvoie pas dos à dos les dirigeants et ne met pas l'accent sur la situation des véritables victimes, les exploités manipulés par deux puissances militaires antagoniques, prend obligatoirement la valeur d'un acte de propagande en faveur de l'un ou l'autre bloc ; c'est une réalité que nous affrontons chaque jour dans la discussion. Sous sa forme actuelle, le mouvement de la paix peut tout au plus espérer aboutir à un changement de programme ministériel. Suivant les hauts et les bas de la guerre, il peut soit renforcer l'emprise de la propagande stalinienne sur la classe ouvrière, soit fortifier le mirage d'un monde libre où l'opposition et la critique seraient encore tolérées. Dans les deux cas, il ne gêne en rien le capitalisme américain qui sait à quoi s'en tenir quant aux exigences d'un mouvement revendicatif obéissant lui-même à la logique de la situation militaire : faible, il n'en est pas tenu compte ; puissant il accentue l'antagonisme militaire au lieu de constituer un facteur de paix. Si ce mouvement changeait de caractère pour prendre celui d'une lutte autonome de la classe ouvrière contre la guerre, staliniens, progressistes et chrétiens se retrouveraient unis pour l'écraser. La lutte pour la paix passe donc par la lutte contre la bourgeoisie et le néo-stalinisme solidaires contre la classe ouvrière de tous les pays. La société moderne est dans un état de guerre permanent et les conflits locaux sont les produits nécessaires et inévitables de l'affrontement de deux blocs

de puissances responsables au même titre. Dans ces conditions, l'arme la plus efficace que possèdent encore les défenseurs d'une position de classe indépendante, c'est la possibilité de dire la pleine et entière vérité car eux seuls sont en mesure de ne pas mentir. Qui pourrait prétendre que cette vérité peut nuire à la cause de la paix et que cette dernière dépend d'avantages des simagrées d'un quelconque tribunal de pantins intellectuels ou d'un troupeau de Quakers, de staliniens et de progressistes bien-pensants ? Ne pas insister sur la nature de classe du régime d'Hanoï sous prétexte de ne pas gêner ce genre de protestation contre la guerre, comme certains nous incitent à le faire au nom d'une savante évaluation du rapport de force mondial et d'une priorité dans les menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'humanité, c'est sacrifier, au nom d'un intérêt immédiat hypothétique, la faible chance qui nous reste d'attaquer le mal à sa racine. L'ennemi le plus dangereux est dans notre pays. Il se trouve que l'appareil bureaucratique stalinien qui arme Ho Chi Minh est lui aussi dans notre propre pays et n'est pas le moindre des soutiens de "notre" régime d'exploitation. L'attaquer -et à travers lui Ho Chi Minh- c'est lutter contre nos exploiters directs en s'opposant à une mystification qui, plus que toute autre, a contribué à soumettre la classe ouvrière aux maîtres du capital. Passer sous silence l'appui réciproque que se prêtent tous ces régimes dans la répression des masses, ne pas dénoncer en premier lieu la complicité internationale des exploiters, c'est renforcer l'idéologie de guerre et mettre les ouvriers à la remorque de mouvements organisés surtout pour les détourner de la seule action efficace qu'ils puissent mener. Ne pas dire toute la vérité, quand chacun s'acharne à la passer sous silence, c'est apparaître comme agent de propagande de l'un ou l'autre bloc, c'est entretenir à dessein la confusion dans les esprits. A un mal radical et universel, nous ne pouvons répondre que par une critique radicale et universelle et les ouvriers ne pourront lutter efficacement contre la guerre sans lutter d'un même mouvement contre la bureaucratie "ouvrière". Si le capitalisme américain s'efforce de maintenir la classe ouvrière dans ses anciennes chaînes, l'internationale stalinienne, dont Ho Chi Minh est un représentant attitré, s'efforce de lui en forger de nouvelles. C'est sa politique que l'on soutient en condamnant d'une manière unilatérale l'"agression américaine". Au même titre que les gouvernants américains, Ho Chi Minh conduit un peuple, "son" peuple, à l'extermination totale. Dénoncer sa propagande, c'est participer à la lutte de classe dans notre pays tout en préparant la libération des paysans victimes de la bureaucratie stalinienne.

- Aout 1967-

(1)- Ce "petit peuple de paysans pauvres" (dont la puissance de feu peut tenir en échec celle des Etats-Unis) est le cliché publicitaire type d'une propagande orchestrée par les staliniens.

- REFLEXIONS SUR UNE CRITIQUE -  
-----

"Le vieux continent est au bout de son histoire. Il ne peut plus rien. Seuls peuvent prendre le relais, pour de nouvelles constructions, les "damnés de la terre."

Cette conclusion de Georges Lapassade, présentant dans la Quinzaine Littéraire le livre de Guy de Bosshère Autopsie de la Colonisation, est tout à fait conforme à l'état d'esprit qui règne parmi les intellectuels ou pseudo-intellectuels de la "gauche" ou "nouvelle gauche". C'est la tarte à la crème de tous ceux qui ne peuvent concevoir une quelconque perspective de transformation de la société que dans la mesure où elle se rattache à des idées reçues ou à un ordre établi quelque part. (C'est ainsi qu'à la suite de de Gaulle le P.S.U. s'est empressé de découvrir l'oppression dont souffrent les Canadiens de langue française.)

Le stalinisme ayant été remis en question par ses plus chauds adorateurs, on a vu successivement une flambée d'amour pour Cuba, la Yougoslavie de Tito, l'Indonésie de Soekarno, l'Egypte de Nasser, l'Algérie de Ben Bella et j'en oublie certainement.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les pays coloniaux ou semi-coloniaux qui ont obtenu leur "indépendance" sont tombés sous la tutelle économique sans équivoque des capitalismes américain ou russe ; ils ont perdu (pour ceux qui l'ont eu) tout caractère démocratique, dans le sens le plus bourgeois du terme, et sont devenus, pour la plupart, des dictatures bureaucratiques ou militaires reproduisant les tares de la surexploitation nécessaire à l'accumulation du capital.

Malgré cela, nos perroquets sans imagination continuent de moudre et de remoudre les mêmes clichés éculés sur "l'indépendance nationale". Ils accueillent avec le même enthousiasme le "socialisme arabe", le "socialisme cubain" et tous les autres, sans se rendre compte que la multiplication des qualificatifs accolés au vocable socialisme est la preuve même de son inexistence. Les idées reçues leur tiennent lieu de bible et leur analphabétisme politique, quand ce n'est pas de la duplicité, ne leur permet pas d'imaginer que l'on puisse songer, même, à les remettre en question à la lumière de l'expérience.

C'est bien entendu la guerre du Vietnam, sujet d'actualité s'il en est, qui a ouvert les vannes d'une littérature de circonstance, mêlant au mensonge pur et simple ou par omission, des théories ou pseudo-théories, qui ne sont que l'expression d'une confusion idéologique portée à son paroxysme.

Dans un monde dominé par deux impérialismes, à la fois rivaux et complices, imaginer qu'un pays qui se trouve obligatoirement dans la zone d'influence de l'un ou l'autre puisse avoir une quelconque marge de manoeuvre pour garder une certaine liberté de mouvement relève déjà du domaine de la fiction ; mais considérer par dessus le marché les aspirations nationalistes, même si elles se heurtent à l'impérialisme des U.S.A. comme progressives, c'est faire abstraction de toute l'expérience récente

et faire son bréviaire de théories infirmées par les faits.

Alors que, sur le dos des Vietnamiens du Nord ou du Sud, les Russes et les Américains du Nord essaient leur matériel de guerre, pour être mieux à même de se préparer à la troisième guerre mondiale ou à un conflit éventuel avec la Chine (afin d'éviter qu'un troisième "grand" impérialiste vienne brouiller les cartes), nos petits révolutionnaires en peau de Sartre y vont de leur larme au profit du "pauvre petit peuple" agressé par les riches et puissants Etats-Unis. La logique devrait conduire nos bons apôtres à féliciter la "pacifique Russie" (ou la Chine "révolutionnaire") qui, elle, aide le petit peuple agressé. S'ils ne vont pas jusqu'à l'exprimer ouvertement, il n'en reste pas moins qu'implicitement, ils ont pris le parti de l'un des impérialismes contre l'autre et se sont, qu'ils le veuillent ou non, embrigadés dans son camp.

Le monde vit dans un état de guerre permanent dont le but est d'asservir chaque jour davantage les travailleurs et d'en faire les esclaves consentants de l'Etat, c'est-à-dire de la bourgeoisie ou de la bureaucratie dirigeantes ; il n'y a pas de solution intermédiaire, pas de solution de "moindre mal" possible qui ne rende complice des oppresseurs.

Penser que l'on peut jouer de l'un contre l'autre en fonction des circonstances, c'est perdre de vue les antagonismes de classe qui lorsqu'ils se manifestent ouvertement et violemment, rendent immédiatement solidaires, contre les travailleurs, les "rivaux" impérialistes.

Lutter contre la guerre au Vietnam, lutter contre la guerre tout court, c'est, d'abord, lutter contre l'ennemi qui est dans notre propre pays. C'est, bien sur, pour les travailleurs des Etats-Unis, lutter contre leur Etat et leur bourgeoisie, non pas par des manifestations "pacifistes" mais en les attaquant sur un terrain de classe, c'est-à-dire en les menaçant dans leur pouvoir économique et politique ; mais c'est aussi, pour les travailleurs du Vietnam, lutter, au Sud, de la même façon, contre la bureaucratie militaire protégée par l'impérialisme américain et la bureaucratie politico-militaire du Vietcong et, au Nord, contre le régime stalino-bureaucratique de Ho Chi Minh, protégé et armé par l'impérialisme russe.

En France, le soutien aux travailleurs du Vietnam ne viendra pas du gouvernement gaulliste ni de la bureaucratie stalinienne, pas plus que des autres "opposants". Il ne peut venir que des travailleurs, lorsque, après avoir réussi à percer le brouillard idéologique que répandent sur eux les bureaucraties politiques et syndicales et les "progressistes" de tout poil (plus soucieux de prendre des poses avantageuses et de conserver leurs "fromages" que de dire la vérité), ils s'attaqueront directement au pouvoir de leur propre bourgeoisie.

Dans ces conditions, dire la vérité, toute la vérité, face aux mensonges des exploiters et des mystificateurs professionnels de la "gauche", ce n'est pas seulement se montrer honnête, c'est aussi ouvrir une perspective vers une société sans classes et sans Etat.

L. -21 octobre 1967.

- A PROPOS DES COLLECTIVISATIONS -

En juillet 1936, à la suite d'un coup d'Etat militaire, le prolétariat espagnol va vivre pendant trois ans le combat le plus radical de son histoire révolutionnaire.

En 1936 culmine tout un passé de batailles plus ou moins héroïques dans lesquelles la classe ouvrière a lutté avec les moyens traditionnels et selon les principes qui, légués par la première Internationale ne sont jamais sortis (sauf exceptions) du cadre des revendications économiques et politiques à l'intérieur du système capitaliste.

La guerre civile de 1936 marquera la rupture avec ces vieilles traditions et, dans l'ampleur du combat, les théories des organisations ouvrières seront pratiquement dépassées.

Tous ceux qui ont vécu le drame espagnol peuvent témoigner avec quelle ferveur les ouvriers et les paysans, dans les premiers jours de la guerre, faisaient le coup de feu pour la prise des casernes et cela sans distinction d'étiquette politique ou syndicale.

Nous avons vu l'Etat capitaliste sauter en mille morceaux et, avec lui, toutes les vieilles théories des organisations ouvrières, tandis que les structures économiques et politiques de l'ancien régime républicain étaient remplacées par des comités ouvriers dans les usines et, dans la campagne, par des collectivités agricoles ; dans certaines régions, les collectivisations sont introduites dans l'industrie.

Naturellement, à mesure que le conflit se prolonge, l'aspect de la lutte change, petit à petit, pour devenir finalement une guerre de caractère national et même nationaliste.

La création de l'armée populaire dans le camp républicain sera le premier coup décisif contre les conquêtes révolutionnaires des premiers jours de la révolution.

Ce phénomène nous découvre les limites du potentiel subjectif du prolétariat espagnol et la suite de la guerre sera toute une série de défaites : disparition des patrouilles de contrôle, des milices, des comités ouvriers, des collectivités, c'est-à-dire de toutes les formes révolutionnaires créées par le prolétariat.

Il existe peu d'ouvrages sérieux où l'action autonome du prolétariat pendant la guerre civile soit mise en relief. La grande majorité des historiens de la guerre d'Espagne étant des militants engagés ou des journalistes de formation tendancieuse, on est obligé, pour pallier ce manque de documentation objective, de recourir aux ouvrages d'auteurs espagnols de l'époque destinés à faire revivre la volonté d'un peuple dans sa lutte contre l'esclavage; mais c'est à nous de dégager les conclusions car même ces témoignages sont entachés de parti pris, les écrivains, à

quelques rares exceptions près, restant partiellement attachés à une formation idéologique.

J'ai donc choisi un petit volume édité pour la première fois à Barcelone, en 1937 (C.N.T. - F.A.I.) et la deuxième fois, en français, à Toulouse, en 1965 (C.N.T. d'Espagne en exil), comme base de critique à ce qui, pour être appelé la première révolution sociale de notre temps, n'échappe pas pour autant à la critique.

Les documents réunis dans cet ouvrage ont une valeur historique évidente, car ils nous offrent toute une série de récits qui permettent d'établir la courbe des manoeuvres des organisations syndicales face aux collectivisations opérées pendant la révolution.

Plusieurs phrases de l'avant-propos peuvent servir de point de départ à notre analyse. Nous lisons par exemple : "Les théories furent en effet dépassées et modifiées conformément aux exigences présentes de la réalité". Puis, plus bas : "La seule opinion fondée fut celle-ci : le pouvoir militaire, policier et public de l'Etat capitaliste devait être brisé pour laisser la voie libre à l'établissement des nouvelles formes sociales. L'on constata qu'il fallait aussi que les créateurs de la nouvelle vie économique soient préparés tant sur le plan théorique que pratique pour avoir une claire et nette idée de leur mission du point de vue schématique et du point de vue de l'organisation. Chaque théorie sociale contient une bonne part d'utopie. Et il est bon qu'il en soit ainsi sinon il n'y aurait pas de création nouvelle. Les idées précises, les notions et les interprétations sur le chemin choisi doivent être conçues préalablement."

Si la révolution en Espagne a apporté quelque chose de radicalement neuf, ce sont précisément les collectivisations ; le reste, ce sont les vieilles organisations politiques et syndicales aux structures centralistes et autoritaires, la C.N.T. ne faisant pas exception. Quant aux citations que nous avons reproduites plus haut, leur ambiguïté nous donne une idée du conservatisme de la bureaucratie syndicale et politique des organisations pendant la guerre d'Espagne.

Car les "théories" dépassées par les événements ont néanmoins livré une lutte violente aux notions nouvelles, lutte qui aboutit à la mainmise de la bureaucratie sur les nouveaux organismes économiques mis en place par les ouvriers et les paysans. Toute proportion gardée, la C.N.T. a joué, pendant la guerre d'Espagne, le même rôle que le parti bolchévique avec les Soviets pendant la révolution russe, car, dans les premiers jours de leur existence, les collectivisations avaient un caractère autonome dans l'ordre de la production et de la répartition. Pour cette raison, il est impensable de mettre les collectivités à l'actif d'une organisation quelconque, comme le fait la C.N.T.

Contrairement aux affirmations de la C.N.T., les collectivités n'avaient pas, avant la révolution, de traditions et personne, même des organisations révolutionnaires, ne postulait des organismes semblables.

Il suffit pour s'en convaincre de se rapporter aux statuts des organisations politiques et syndicales ouvrières d'avant la guerre. C'est donc bel et bien avec l'arrivée des collectivités qu'apparaît une sorte de dualité entre celles-ci et les vieilles organisations politiques et syndicales ouvrières.

L'utopie ne rentre pas en ligne de compte dans l'affaire qui nous préoccupe.

Dès les premiers jours de la révolution espagnole, les collectivités apparaissent plus ou moins spontanément, explosion révolutionnaire qui détruit non seulement le système capitaliste mais aussi toutes les organisations qu'il traînait dans son sillage : syndicats et partis politiques. Une seule question suffit à réduire à néant tout l'insipide bavardage sur la nécessité d'une "conception préalable" et autres balivernes : pourquoi ouvriers et paysans, dès les premiers jours de la révolution, ne remettaient-ils pas leur destinée dans les mains des organisations traditionnelles ? La force de la discipline politique et syndicale des organisations ouvrières espagnoles d'avant la révolution était fonction de leur programme revendicatif. Mais ouvriers et paysans, sans distinction d'étiquette, vont réaliser une sorte d'unité pour des objectifs communs, oubliant, avec la contrainte que représente la discipline des organisations auxquelles ils appartenaient, le programme de ces organisations.

Un seul fait demeure indiscutable, démenti à la mythologie post-révolutionnaire : la révolte militaire a coupé court à toute la démagogie des vieilles organisations. Les ouvriers, dans les rues, et les paysans, dans les campagnes, ont lutté pour un monde nouveau qui n'avait pas été "conçu préalablement" par les organisations ouvrières. Dans une révolution de cet ordre, leurs aspirations, ainsi que leurs objectifs, n'avaient aucun antécédent historique. De là l'apparition d'organisations de nature complètement différente de celles qu'ils avaient connues auparavant. Nous voici devant une situation où deux formes de lutte s'affrontent : la première représente le passé et l'enracinement des habitudes qui caractérise une période de lutte (c'est la période des réformes dans "le capitalisme" : semaine de 48h, congés payés, augmentation des salaires, où les partis et les syndicats ont été les porte-drapeaux) ; la deuxième, les comités ouvriers, les collectivités, les milices ouvrières, les patrouilles de contrôle, nés d'une situation révolutionnaire provoquée par une révolte militaire. Il est donc clair que le combat engagé par le prolétariat espagnol contre le capitalisme a été mené avec des méthodes nouvelles. Ses premiers succès sont le produit de cette unité de vue dans l'ensemble du prolétariat espagnol et ses défaites sont dues à l'insuffisance "théorique" des ouvriers et des paysans, non seulement espagnols mais mondiaux. La révolution a besoin d'une nouvelle conception de la vie et, par conséquent, de nouvelles formes d'organisation.

Pourquoi la C.N.T. et la F.A.I. conservent-elles leurs vieilles structures syndicalistes en face de "l'oeuvre constructive des collectivisations" ?

La réponse, nous la trouvons dans la composition organique de la C.N.T., avec son passé plus ou moins glorieux, la hiérarchie conservatrice et centralisée de sa structure. C'est pourquoi la C.N.T. et une

partie de la F.A.I. ont marché la main dans la main avec les forces les plus obscures du camp dit républicain jusqu'à la fin de la guerre.

Si nous accordons une attention particulière à la C.N.T., c'est parce que cette organisation est la seule à revendiquer la création des collectivités. Or, même le livre édité par la C.N.T. en exil signale (p. 8) qu'en Espagne, surtout en Catalogne, le processus de socialisation commença par la seconde voie (c'est-à-dire la voie qui conduit du bas au sommet) et que la collectivisation ne fut pas l'accomplissement d'un plan préconçu mais qu'elle fut "spontanée".

Bien sûr, dans l'action spontanée d'un peuple pour sa libération économique et politique, les plans préconçus ne rentrent point dans la ligne de conduite.

Pourtant, la suite va nous révéler la vraie nature de la C.N.T. : "Les travailleurs doivent s'occuper eux-mêmes du fonctionnement de leur entreprise, l'administrer eux-mêmes ; les syndicats doivent contrôler toute la vie économique. Les associations des branches d'industrie doivent diriger la production ; les fédérations locales régler la consommation. Telles étaient les idées anarcho-syndicalistes, idées que la F.A.I. accepta aussi."

Tout au long de ce livre, nous trouverons des citations de cet ordre. En fait, la situation qui s'offre au lendemain de la révolution fait apparaître en pleine lumière l'antagonisme entre l'action spontanée des masses ouvrières et paysannes et les mots d'ordre idéologiques des organisations traditionnelles.

L'encadrement bureaucratique des organismes révolutionnaires surgis dès les premiers jours de la révolution fut l'oeuvre consciente d'une bureaucratie syndicale et politique effrayée par l'avenir. Dans le camp révolutionnaire, la guerre, la responsabilité de l'organisation de la société sur de nouvelles bases furent un fardeau trop lourd pour les travailleurs victimes d'une conspiration qui dépassait les frontières espagnoles.

Le drame que nous avons vécu pendant la révolution espagnole met en relief le conflit qui oppose une coalition d'intérêts bien organisés, bénéficiant de l'appui des idéologies et des "plans préconçus", à une grande partie de la société qui n'a pour arme que l'improvisation révolutionnaire dans la révolte. Certes, il semble que dans les révolutions de même nature que celle d'Espagne, l'improvisation et la spontanéité d'une révolte contre les vieilles institutions capitalistes soient insuffisantes pour mener à bien la transformation révolutionnaire de la société. Mais l'expérience historique que nous possédons montre que, à un certain stade du développement économique et culturel, les révolutions de cet ordre deviendront impossibles et que la révolution espagnole clôt le cycle des révolutions que l'on pourrait qualifier de "romantiques". Le dirigisme prend une importance vitale dans les affaires mondiales et contre cette formidable machine de contrainte, nulle révolte, même à l'échelle d'un pays, n'aura aucune chance de survivre. Il ne s'agit pas là de spéculation intellectuelle gratuite mais d'un simple bilan historique.

Quant à prévoir le caractère des révolutions qui, dans le futur, ne seront pas vouées à l'échec, cela relève de l'élaboration de nouvelles théories utopiques sur le contenu des futurs mouvements révolutionnaires.

A l'heure actuelle, notre seule possibilité de combat se réduit donc à la possibilité d'enrichir notre expérience et de la répandre dans les groupes sociaux soumis à l'exploitation.

Pour chaque individu, l'expérience révolutionnaire immédiate doit être la condition essentielle d'une prise de conscience qui implique la critique de toutes les formules et de tous les concepts aujourd'hui périmés. Dans le dernier quart du XIXe siècle, ces derniers ont donné naissance à des organisations ouvrières qui ont joué un rôle essentiellement réformiste dans le processus du développement du capitalisme et ont empêché ou paralysé toute action révolutionnaire des masses.

Si nous examinons de près la nature des collectivités en Espagne, nous verrons que la spontanéité dans leur action se manifeste d'une façon exclusive dans la création d'éléments de production. Les préoccupations d'ordre politique, c'est-à-dire la conduite de la guerre, la coordination sur le plan national de la production et de la distribution contrôlées par les collectivités, nouvelles structures sociales, furent presque absentes. N'est-ce pas la preuve que la valeur d'une action spontanée est proportionnelle à la capacité culturelle et technique de tous ceux qui la réalisent ? Vouloir glorifier des actions autonomes pour les valeurs symboliques qu'elles représentent, c'est tomber dans une nouvelle mystique dangereuse dans tous ses aspects, car elle recréera fatalement les éléments idéologiques qui se sont développés dans les organisations ouvrières du passé.

Il ne suffit pas de postuler la création de conseils ouvriers autonomes ; il faut encore que la conscience révolutionnaire de la masse définisse d'elle-même le contenu de ce que nous croyons être les organismes de libération de l'humanité.

Il est indispensable que la conscience révolutionnaire de la masse se situe à un échelon intellectuel très élevé. C'est la seule possibilité de préserver l'autonomie et le dynamisme des futurs conseils. En même temps, la masse n'aura pas besoin de guides éclairés, car sa haute conscience lui permettra de répondre à tous les problèmes et de déterminer de sa seule autorité une ligne de conduite révolutionnaire.

L'avenir de la cité future dépendra donc exclusivement de la rupture totale des aliénations à l'échelle de notre planète.

A.- 30 juin 1967.

- NOTE SUR LA REVOLUTION ET L'ART -  
-----

Depuis le début du XIXe siècle, l'un des problèmes fondamentaux du mouvement révolutionnaire est celui du rapport entre le développement économique de la société et la prise de conscience prolétarienne. Quelles "conditions objectives" sont à l'origine de la révolution sociale ? Quels obstacles s'opposent à son avènement ? La parole du poète Georg Büchner -Il n'y a que la faim qui puisse devenir déesse de la liberté- a reçu un démenti catégorique dans le tiers monde affamé et, dans les pays économiquement développés, c'est de l'abondance que dépend la docilité des masses. Dans les deux cas, toute critique révolutionnaire est rendue vaine par des méthodes d'intégration ou de répression qui tendent au même titre à faire de la liberté un objet de "consommation", l'émancipation humaine se mesurant à la quantité de biens consommés et non à la possibilité pour l'individu de disposer plus ou moins librement de ses conditions d'existence.

Dans le monde actuel, divisé en nations "prolétaires" et en nations "nannies", les premières en voie de transformation économique et militaire, les secondes s'armant pour maintenir ou renforcer leur situation privilégiée, on assiste à la poursuite de la lutte multimillénaire entre riches et pauvres, entre les masses plébéiennes déshéritées, les bourgeoisies nationales inquiètes et les bureaucraties "ouvrières" avides de pouvoir. Le degré de férocité que revêtent ces conflits leur confère l'apparence d'une lutte entre oppresseurs et opprimés mais la réalité est tout autre. Il ne s'agit pas, en effet, de guerres de classe mais d'affrontements militaires pour la redistribution des richesses à l'intérieur de systèmes d'exploitation divers mais non différents et assez conscients pour se prêter un appui réciproque dans l'exploitation des travailleurs. La lutte révolutionnaire de classe présuppose une conscience claire sinon des moyens de parvenir au socialisme du moins des institutions à abattre ou à remplacer ; non de ce qu'est le socialisme mais de ce qu'il n'est pas. Or, le déroulement et le résultat de toutes les guerres de libération nationale ont mis en évidence l'inexistence de toute conscience de cet ordre chez les masses du tiers monde exploitées par des castes militaires ou des bureaucraties d'Etat obéissant aux impératifs de l'accumulation primitive ; quant aux sectes révolutionnaires d'Europe ou d'Amérique, leur souci principal est de rester "dans le courant" et de masquer leur indigence intellectuelle en soutenant ou en justifiant l'un ou l'autre de ces mouvements dont ils reconnaissent, bon gré mal gré, la nature de classe. En l'absence d'un mouvement social libérateur, les confrontations idéologiques sur les perspectives révolutionnaires se limitent à exalter les vertus héroïques des peuples non encore "corrompus" par l'abondance ou à vanter les possibilités d'émancipation que la civilisation industrielle réserve aux travailleurs. Richesse contre pauvreté, misère contre opulence ; aliénation dorée contre frustration planifiée, planification de la misère contre planification de la jouissance égoïste. Interprétant l'intégration des masses laborieuses des pays économiquement développés, les plus lucides attendent le renouveau révolutionnaire d'une crise générale du système ; l'abondance serait seule responsable de la situation actuelle de la classe ouvrière qui trouverait spontanément la voie d'une action révolutionnaire si son standing de vie était menacé. Les deux

situations extrêmes, la misère et le confort matériel, excluent-elles une prise de conscience révolutionnaire ? La conscience révolutionnaire précède-t-elle de la misère ?

L'abondance, "illusoire" ou "relative", permet-elle d'expliquer l'absence de revendications révolutionnaires de classe dans les pays économiquement développés ? Rien dans l'histoire des luttes sociales ne parle pour ou contre l'une des nombreuses hypothèses concevables car chaque situation révolutionnaire présente une pluralité de causes, un inextricable enchevêtrement d'actes passionnels parfois désespérés, dont aucun pris séparément ne suffit à expliquer l'ensemble du mouvement. Aussi paraît-il singulièrement utopique de fonder une espérance révolutionnaire particulière sur un effondrement -fut-il effroyablement destructeur- du capitalisme, une crise, une guerre ou tout autre cataclysme social engendré par un développement automatique du système d'exploitation. En fait, le problème des "prémices matérielles" du socialisme se ramène à cette question : "Les éléments scientifiques et matériels d'une technique de production qui permettraient la révolution socialiste" existent-ils dans la civilisation technicienne ? Pour éviter de tomber dans des spéculations métaphysiques, la question pourrait être formulée en ces termes : quels sont les éléments scientifiques et matériels qui, dans l'état actuel de la production, s'opposent à la révolution socialiste ? Il est évident que l'un des principaux obstacles à une prise de conscience socialiste réside dans le caractère même de la technique moderne dont le perfectionnement est commandé par les impératifs de l'exploitation -discipline et hiérarchisation des fonctions- nullement par ceux d'une émancipation, même conditionnelle ou partielle, de la classe ouvrière. Dès le début de la révolution socialiste, le perfectionnement du machinisme et de la technique doit être subordonné aux relations nouvelles que les producteurs associés s'efforceront d'établir. D'ores et déjà, on peut tracer une ligne de séparation assez nette entre les éléments qui, dans le développement technique et scientifique, sont destinés à rendre impossible la maîtrise de l'appareil de production par les prolétaires en les éliminant progressivement de la production et ceux qui laissent aux ouvriers la possibilité de gérer cet appareil sans s'en remettre au soin d'une bureaucratie, fut-elle "ouvrière". S'il est possible de dégager certains des traits d'une société émancipée à partir du besoin et du désir d'une société différente et de la critique des sociétés d'exploitation, en revanche on peut difficilement établir un projet révolutionnaire rationnel en faisant du développement de l'appareil de production actuel la condition de l'émancipation humaine ; cela revient à prêter au producteur socialiste les besoins et les désirs d'un consommateur urbain raffiné, à projeter dans le socialisme les tares des sociétés aliénées. Un renversement préalable est donc indispensable si l'on entend cerner correctement le problème des "prémices matérielles" du socialisme. Face à la continuité et à la cohérence des systèmes d'exploitation, la revendication révolutionnaire a conservé une unité remarquable en dépit des conditions sociales changeantes. Dans toute communauté en lutte contre l'ordre social existant, l'espoir d'une société égalitaire et fraternelle est resté sensiblement le même, seuls les moyens destinés à réaliser cet idéal se sont modifiés, autorisant suivant l'époque une confiance plus ou moins grande dans le résultat prévisible. C'est une erreur de prétendre que cette aspiration communautaire n'a pas tenu compte des possibilités réelles de satisfaire les besoins et les désirs des masses opprimées. Ces besoins et ces désirs correspondaient au stade atteint

par le développement des forces productives ; en attendant de ce partage une amélioration radicale de leur sort, les opprimés, qui connaissaient la valeur de leur travail et de l'association libre, étaient intuitivement conscients du contenu émancipateur d'une action qui les rendait maîtres de leur condition de vie et de leurs instruments de travail. La volonté et l'éducation des producteurs directs sont les éléments les plus importants de la technique de production, car c'est la classe révolutionnaire qui, selon l'éclatante formule de Marx, représente le "pouvoir productif le plus grand", l'individu représentant la "puissance productive suprême". C'est la conscience de leur exploitation mais c'est aussi la capacité technique, la science et le savoir accumulés au cours de leur travail par les ouvriers qui forment la pierre angulaire de la transformation des rapports de production. La science séparée de la conscience, c'est les moyens sans la fin ; la conscience sans la science, la fin sans les moyens. Cette acquisition du savoir est indispensable pour que disparaisse enfin la dégradante division du travail en travail intellectuel et travail manuel (1). Il ne s'agit pas tant de connaissances théoriques que d'une éducation liée à la production et c'est pourquoi toute révolution est déterminée par la place que les travailleurs occupent ou sont capables d'occuper dans le processus de production (2). Dans tous les cas, la racine reste l'homme qui ne peut attendre son salut ni de l'automation ni du savoir d'éducateurs qui ont eux-mêmes besoin d'être éduqués. Le développement de la grande industrie, la domination du travail mort sur le travail vivant, ont refoulé dans le domaine des aberrations utopiques cette vue réaliste du dynamisme social créateur ; il appartenait aux idéologues de la bourgeoisie d'accréditer l'idée que seule l'accumulation forcée du travail mort donnerait à l'humanité une base matérielle suffisante pour réaliser un idéal qui réclame la domination absolue du travail vivant sur le travail mort. Le terrain était ainsi préparé pour les mystifications de la civilisation du loisir, la vénération de la productivité capitaliste et "l'identification mystique du développement de l'économie capitaliste avec la révolution sociale de la classe ouvrière". N'est-il pas remarquable que l'argument opposé de tous temps aux exploités par leurs maîtres - que la société n'étant pas en mesure d'assurer à chacun le bien-être, les inégalités étaient inévitables pour assurer le progrès, le partage ne pouvant aboutir qu'à une pauvreté universelle - ait été repris presque sans changement, et parfois aggravé, par les marxistes férus de science et de dialectique ? N'est-il pas remarquable que cet argument serve aujourd'hui encore à justifier l'exploitation du tiers monde ? Que le plus grand besoin humain devienne celui des relations fraternelles et les formes d'abondance qui précèdent d'une organisation hiérarchique et coercitive de la production seront supprimées par les producteurs eux-mêmes au nom de valeurs éthiques supérieures, la main-d'oeuvre ainsi libérée permettant la diminution de la journée de travail sans avoir recours aux douteux avantages que "doit" apporter l'automation. Tout mouvement révolutionnaire répond, en effet, à cette première exigence : surmonter les déterminismes économiques qui écrasent les exploités, en vue d'une organisation sociale consciente qui assurera à l'homme la maîtrise du monde de la production matérielle. On sait de quel esprit de sacrifice peuvent faire preuve les masses animées par ce sentiment de justice et de dignité humaines qui reste leur bien le plus précieux. Les privilèges que les exploités se réservent n'ont jamais été un idéal jugé digne d'être vécu par les révolutionnaires dont les valeurs morales ont toujours été radicalement différentes de celles des maîtres oisifs. Comment les producteurs, libérés des conditions actuelles de la

production, pourraient-ils se satisfaire d'une production et d'une consommation qui répondent à l'existence mutilée des salariés et des maîtres modernes ? La civilisation du capital s'enracine dans des rapports sociaux organiquement liés à un mode déterminé de la production matérielle. Transformer ces rapports, c'est bouleverser de fond en comble tout l'édifice de la production. Le capitalisme ne constitue à aucun titre la condition nécessaire du socialisme ; il en est la plus profonde négation et le socialisme ne dépend de ce système de production qu'en un seul sens : il doit se libérer de ses lois et le détruire pour s'épanouir et développer un mode de production nouveau qui ne laissera subsister de la production actuelle que la base nécessaire à toute vie sociale. Il n'améliore pas les conditions d'existence des exploités en les faisant participer aux privilèges réservés jusqu'alors aux maîtres ; il met fin au mode de vie aliéné qui, dans la société bourgeoise, dégrade aussi bien l'exploité que l'exploiteur. La révolte des opprimés du tiers monde, qui prennent pour modèle l'existence des ouvriers des pays développés, ne possède pas plus de pouvoir émancipateur que la révolte de ceux-ci pour préserver, reconquérir ou renforcer le standing de l'existence aliénée. Toutes deux appartiennent au mouvement perpétuel de redistribution des richesses à l'intérieur de la société d'exploitation ; ce sont des épisodes de cette guerre éternelle entre riches et pauvres, caricature de la lutte révolutionnaire qui elle s'efforce de construire l'avenir et non d'exploiter le présent.

La disparition ou l'absence, au sein de la classe ouvrière, d'un mouvement socialiste indépendant place chaque individu devant le problème de l'efficacité d'une opposition intellectuelle isolée, dans le cadre des rapports sociaux actuels. Le plus grand malheur dans ce domaine serait d'exagérer les possibilités, pour une action individuelle, d'exercer une influence durable sur le milieu social, de contrebalancer le pouvoir des institutions aliénantes et de leurs instruments idéologiques : la presse, le cinéma, la radio et la télévision. Les prétentions des artistes et des théoriciens d'avant-garde restent impuissantes à donner le change, car il est évident que l'individu, privé de toute puissance sociale, est incapable de contrôler sa propre création et que seul l'intellectuel est en mesure de comprendre et d'apprécier la critique de la culture, la majorité des individus restant étrangère à toute forme de savoir. En raison de la structure même de la société, toute protestation est ainsi refoulée dans le cadre des manifestations et des spectacles d'avant-garde et demeure sans prise sur la vie d'un peuple consommant passivement les produits culturels les plus disparates. C'est cette dégradante division du travail en travail intellectuel et en travail manuel qui dénature le rôle de la création artistique et aucune modification de cette situation ne peut venir d'une minorité d'intellectuels -si talentueux et dévoués soient-ils-; seul un mouvement social peut offrir à la culture un terrain pour s'épanouir. Dans ces conditions, que peut-on attendre du lyrisme individuel ? Quel espoir d'émancipation, quelle conception des rapports humains, quelle revendication traduit-il ? Quelle manifestation artistique est encore source de création ou de ferveur collectives ? " L'art lui-même subit le contre coup du désarroi général, qui le prive en partie de son public et par là même porte atteinte à l'inspiration." Formellement en état d'opposition, l'académisme traditionnel et le non-conformisme d'avant-garde font partie intégrante du milieu dont ils sollicitent les suffrages, de manière différente certes, mais tout aussi pressante. Ils obéissent aux mêmes impératifs

publicitaires et moraux et chaque élément de critique dont ils s'emparent perd toute valeur de contestation globale et sert à renouveler la structure idéologique dominante. Aussi, en l'absence du milieu révolutionnaire susceptible de recevoir sa critique, l'artiste, s'il ne veut pas se résigner à l'abandon de toute préoccupation subversive et falsifier sa propre pensée, doit-il renoncer aux moyens de diffusion traditionnels pour s'enfermer dans l'univers de l'infinitésimal, ce grain d'utopie qui, invisible dans le présent, contient en germe le possible. Il n'est aujourd'hui question que de dépasser la littérature et l'art, définir le contenu d'un art révolutionnaire ; en réalité, jamais les moyens qui permettraient une appropriation culturelle - la possibilité de créer ou de choisir en toute liberté et en toute connaissance de cause - n'auront fait défaut à ce point ; car jamais n'aura été si radicale la disparition de tout pouvoir de création et de toute puissance sociale dans la grande masse et la concentration du savoir scientifique et du pouvoir de décision, sous une forme défigurée et monstrueuse, dans une minorité d'intellectuels détachés de la vie pratique. Imbue de la supériorité que lui confèrent ses privilèges, chaque caste de spécialistes prétend dégager les normes d'une existence émancipée à partir de sa propre existence aliénée, qu'elle tient pour la seule humaine, et chacune s'efforce d'apporter un argument supplémentaire en faveur de l'idéologie des loisirs. Comme, en dépit de l'industrialisation et des progrès techniques, la contrainte au surtravail est toujours le lot de la majorité de l'espèce humaine, la promesse de la "civilisation du loisir" et de la suppression du travail est devenue la mystification par excellence à l'usage de l'avant-garde des pays économiquement développés (3), contrepartie idéologique du système d'exploitation moderne ; l'exploitation du tiers monde, la spécialisation de l'individu et sa subordination à l'Etat, "l'organisation du surmenage" pour les producteurs de toute la richesse sociale, telle est la rançon d'un progrès technique qui ne profite qu'aux exploités. Si la société industrielle n'a créé pour le prolétariat que les "loisirs" indispensables à sa survie, en revanche, elle aura permis d'augmenter le nombre des idéologues qui vivent du travail de la classe ouvrière. Seule bénéficiaire des loisirs aliénés qui constituent la source de métiers lucratifs, cette intelligentsia d'avant-garde a pour mission d'entretenir le culte de l'automation et de son contenu émancipateur, de séparer les "bons" des "mauvais" côtés des loisirs ou d'organiser la diffusion des éléments culturels non conformistes en vue de renforcer le système de valeurs hiérarchiques dont dépend sa propre situation privilégiée. Tel est le but commun de ces innombrables critiques de l'aliénation qui se gardent bien de s'attaquer à l'essentiel, se contentant d'adapter à l'évolution de l'esthétique moderne les oeuvres du passé et d'intégrer la production artistique traditionnelle au marché moderne de l'art.

Aux antipodes de cet art - ou de cet anti-art - dominé par la recherche d'un prestige social qui n'est pas forcément mesurable en termes monétaires, une autre attitude, plus silencieuse, porte la promesse d'un langage qui parlerait enfin à la vie ; poésie discrète que des individus se sont efforcés de rendre vivante en eux-mêmes sans prétendre dicter aux autres une conduite ni modifier leur manière de sentir et de voir. Par cette intervention à la racine de l'existence quotidienne, l'individu peut manifester sa révolte sans lui donner l'inévitable prolongement publicitaire. C'est la seule prise de conscience susceptible de modifier de manière durable les rapports humains, c'est la part irréductible que cha-

cun peut découvrir en lui-même. Au demeurant, point n'est besoin de la médiation des éducateurs d'un parti, d'un syndicat ou de l'élite dispensatrice des spectacles d'avant-garde pour rattacher cette révolte individuelle aux mouvements révolutionnaires spontanés. Certes, le pouvoir de ce geste est infiniment petit, son poids incroyablement léger dans la balance de l'histoire ; mais c'est dans ce minuscule foyer que l'avenir peut encore prendre racine, dans la fraternité qui s'établit entre ceux qui ont su trouver dans leur besoin de communion humaine une force suffisante pour fonder sur cette base leurs désirs, leurs relations et leur activité artistique, en dehors des consécration officielles.

Pour échapper à la corruption et à la perversion qui l'ont accompagné comme une fatalité au long des siècles, l'art doit procéder de cet infiniment petit et rompre avec l'ensemble des moeurs académiques - conformistes ou non-conformistes - qui tendent, à travers la concurrence féroce des talents, à renforcer le principe hiérarchique, à falsifier les valeurs humaines authentiques en soumettant l'inspiration créatrice aux impératifs d'un exhibitionnisme nécessaire à la consécration sociale.

L.J.- novembre 1967.

1.- Dans le rapport immédiat du producteur à son produit, il y a unité du travail intellectuel et du travail manuel. La division du travail a provoqué la séparation du travail en travail intellectuel et en travail manuel, donnant naissance à une hiérarchisation rigoureuse des métiers et des fonctions sociales et entraînant la concentration du talent artistique chez une poignée d'individus et sa disparition dans la grande masse (La Sainte Famille). Si la révolution ne restaure pas cette unité sur une base scientifique nouvelle, le monopole de la science, de l'art et de la culture en général par une caste d'idéologues fera tôt ou tard ressurgir les inégalités sociales, les anciens abus, les anciens privilèges.

2.- La relation dans laquelle l'individu se trouve vis-à-vis des conditions de la production est la même qu'il s'agisse des pays du "socialisme réalisé" ou en voie de réalisation ou des pays dominés par le capital privé. Dans les deux cas, l'individu, manipulé en fonction du plan d'Etat ou des directives du capital privé, est dépossédé de toute puissance sociale et réduit au rôle de simple rouage de l'appareil de production d'une civilisation du travail aliéné.

3.- Tandis que les vaticinations sur la "civilisation du travail" continuent à nourrir les débats académiques des idéologues des pays "socialistes" où la révolution industrielle n'est pas encore achevée.

=====

ESSAI SUR LA REVOLUTION

par Hannah Arendt

---

Malgré son titre, il s'agit surtout d'une analyse juridico-philosophique de la révolution américaine et de ses prémices, ainsi que d'une étude comparative de cette révolution et de la Révolution française qui s'étend sur plus des trois-quarts de l'ouvrage ; l'auteur exprime son admiration pour les "pères fondateurs" américains qui, dit-il, ont réussi à bâtir une constitution démocratique permettant ainsi à leur oeuvre d'échapper aux aléas de l'autoritarisme et du césarisme.

H.A., cependant, ne souligne pas la différence qu'il y a entre, d'une part, l'élimination, par l'action révolutionnaire, du pouvoir de la féodalité et, d'autre part, la prise en mains du pouvoir par la bourgeoisie coloniale en rupture avec la bourgeoisie métropolitaine. Pas plus que l'existence de l'exclavage, qu'elle ne passe pas, du reste, sous silence, ne semble la gêner dans son exaltation de la supériorité du système politique américain.

En réalité, il y a dès le départ une équivoque, en raison du sens très large, à notre avis, qu'H.A. attribue au mot révolution. Vers la fin de l'ouvrage, cette équivoque semble disparaître, car l'analyse rapide des mouvements révolutionnaires des XIXe et XXe siècles est tout à fait pertinente ; mais le malentendu réapparaît dès que, au cours de l'analyse, l'on introduit l'exemple de la révolution américaine qui n'a rien à y faire. Aux formes spontanées du pouvoir : sociétés populaires de la Révolution française, sections de la Commune de Paris, soviets de 1905 et 1917, rôte de la révolution allemande, l'auteur ajoute la conception de Jefferson sur la nécessité de petites circonscriptions qui permettront à tous de participer à la vie politique. Mais il ne s'agit là que d'une conception ; rien de semblable n'a jamais surgi spontanément de la société américaine et cela ôte toute valeur à l'exemple qui n'est là que pour les besoins de la cause.

Pour le reste, H.A. met bien en évidence que Lénine (comme Marx du reste pour ce qui concerne les sections de la Commune) considérait les Soviets comme des organes provisoires et ne tira aucune leçon à leur sujet de la Révolution de 1905 ; il ne faut donc pas chercher ailleurs les raisons de la répression de Cronstadt.

En réalité, dit H.A., les groupes révolutionnaires organisés et les révolutionnaires professionnels ont peur du "jamais vu" et du "jamais prévu". Les explosions révolutionnaires se produisent presque toutes à leur surprise et ne sont pas dues à leur activité. Mais s'ils ne sont pour rien dans l'éclatement des événements, leur influence est importante sur leur cours ultérieur et cette influence ne s'exerce pas en faveur du "jamais vu" ou du "jamais prévu", qui surgit de l'activité spontanée des masses mais, bien au contraire, cherche à faire rentrer cette activité dans le cadre théorique fondé sur les précédents historiques.

Exprimant son admiration pour les mouvements spontanés, tels les Conseils ouvriers, l'auteur explique que leur existence met directement

en cause l'existence des partis en tant que tels, d'où la nécessité pour ces derniers de s'en débarrasser.

Alors que les Conseils sont avant tout des organes politiques d'action, les partis (qui le leur reprochent) sont surtout des organes de représentation à structure oligarchique et autocratique, dont la vocation est davantage l'organisation, c'est-à-dire la conservation de l'acquis, que l'action politique proprement dite. Pour eux, contrairement aux Conseils, l'essence de la politique est le pouvoir.

Alors que la confusion idéologique est actuellement à son comble, nous regrettons que seule une petite fraction de l'ouvrage traite du sujet indiqué par le titre. L'essai sur la révolution reste donc à écrire.

L. - 3 septembre 1967.

---